



Institut d'Études Politiques de Lyon

VetAgro Sup – École Nationale des Services Vétérinaires

Mémoire pour l'obtention du

Master Politiques Publiques et Gouvernements Comparés, parcours « Politique de l'Alimentation et Gestion des Risques Sanitaires » (PAGERS).

RECHERCHE DES OPPORTUNITES FRANCAISES A L'INTERNATIONAL :

Cas de trois filières de production animale en Côte d'Ivoire.

Stage réalisé du 23 avril au 26 juillet 2019

au Service Économique Régional- Pôle Régional des Affaires Agricoles

A l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire

Rapport rédigé sous la direction

de Monsieur Jean-Pierre CHOMIENNE

Conseiller Régional aux Affaires Agricoles

Mandjé BAMBA

Inspecteur Stagiaire de Santé Publique

Vétérinaire

2018/2019

*A ma femme et mes enfants  
qui ont accepté mon absence  
pendant une année académique !!!*

## REMERCIEMENTS

J'exprime mes remerciements les plus sincères à l'endroit de toutes les personnes qui ont contribué directement ou indirectement à l'accomplissement de mon stage à Abidjan en Côte d'Ivoire. Grâce à ce stage, j'ai réalisé cette étude avec la contribution de près ou de loin de personnes que je remercie très particulièrement. Je ne saurai les citer tous nommément.

Ainsi je m'adresse à :

- Mr Jean-Pierre CHOMIENNE mon maître de stage qui malgré sa prise de poste très récente du poste de Conseiller des Affaires Agricoles à l'Ambassade d'Abidjan a su encadrer mon stage ;
- Mr Alexandre HOBEIKA qui a conduit des réflexions utiles pour me guider dans le mémoire ;
- Mr François SPORRER Chef du Service Économique Régional de l'Ambassade de France à Abidjan et toute son équipe pour le cadre, la mobilisation spontanée et la gentillesse ;
- Mr Boris OLLIVIER Chef du Bureau de l'Exportation Pays Tiers de la Direction Générale de l'Alimentation, pour sa disponibilité pendant la phase de recherche de stage et aussi pour avoir préparé avec nous le début du stage ;
- Madame Carole LY et la Mission Affaires Européennes et Internationales de FranceAgriMer pour la commande du stage et la contribution à une partie de son financement ;
- Madame Nathalie GUERSON et l'École Nationale des Services Vétérinaires (ENSV) pour toute la formation que j'ai reçue pendant l'année académique 2018/2019 et aussi pour la contribution financière aux frais du stage ;
- Madame Sylvie MIALLET pour toute son attention de proximité en tant que Cheffe de la Formation initiale de l'ESNSV ;
- Monsieur Sébastien GARDON et Madame Gwenola LE NAOUR qui dirigent le Master PAGERS pour avoir donné l'opportunité aux

étudiant.es PAGERS d'associer des savoirs liés au monde vétérinaire avec ceux du monde des sciences sociales par le biais de ce master ;

- Aux membres du jury qui ont accepté de partager le contenu de ce rapport avec moi ;
- Aux nombreuses personnes qui ont accepté volontiers de me recevoir pour un entretien ou pour me permettre de faire des observations ou pour me donner des données nécessaires à mon étude.

## ABREVIATIONS

AFD :	Agence Française de Développement
ANADER :	Agence Nationale du Développement Rural
ANAVICI :	Association Nationale des Aviculteurs de Côte d'Ivoire
BAD :	Banque Africaine de Développement
CEDEAO :	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
DGER	Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche
DRAAF	Direction Régionale de l'Agriculture de l'Alimentation et de la Forêt
EGA :	États Généraux de l'Alimentation
FACI :	Fabrication des Aliments Composites Ivoiriens
FAM :	France AgriMer
FAO :	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA :	Fonds International de Développement Agricole
FIRCA :	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles
FMI :	Fond Monétaire International
FOANI :	Ferme Ouattara Ali dit Nanan Issa
GIZ :	<i>Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> / Agence Allemande de Coopération Internationale
IPRAVI :	Inter Profession Avicole Ivoirienne
LANADA :	Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole
MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MIRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Économique
OIE	Organisation Mondiale de la Santé Animale
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
PIB :	Produit Intérieur Brut
PND :	Plan National de Développement
PNIA :	Plan National d'Investissement en Agriculture

PSDEPA :	Plan Stratégique de Développement de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture
SIVAC :	Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie
SODEPRA :	Société de Développement des Productions Animales
UA-BIRA :	Le Bureau Interafricain des Ressources Animales de l'Union Africaine
UACI :	Union des Aviculteurs de Côte d'Ivoire
UEMOA :	Union Monétaire Ouest Africaine
USAID :	<i>United States Agency for International Development</i> / Agence des États-Unis pour le Développement International

## INTRODUCTION

La production d'animaux d'élevage en Afrique sub-saharienne a vocation à se développer, notamment du fait de l'augmentation de la demande alimentaire intérieure. Celle-ci est le produit de la forte croissance de la population actuellement et d'ici 2050, ainsi que de l'augmentation des revenus et de la demande en aliments d'origine animale<sup>1</sup>.

De plus, l'agriculture dans son ensemble, mais plus particulièrement la production animale doit allier l'augmentation de la production et la recherche d'une bonne qualité sanitaire à travers une amélioration de la gestion des aliments et de l'hygiène de production et de consommation<sup>2</sup>. En effet, « *chaque année, 91 millions d'Africains consomment des aliments contaminés qui les rendent malades* » (MOUTIOU Adjibi Nourou) – d'après l'hebdomadaire Agence Ecofin en 2019. Cette estimation reprend un communiqué de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à l'occasion de la première journée mondiale de la sécurité sanitaire des aliments. Elle souligne également que 137 000 d'Africains meurent de ces maladies chaque année. Plus globalement, elle souligne que cette situation entraîne pour les pays en développement, selon la Banque Mondiale, une perte de 95 milliards USD en productivité économique et qu'ils dépensent en moyenne 15 milliards USD pour les soins sanitaires selon l'OMS<sup>3</sup>. Elle illustre ainsi la mise à l'agenda des enjeux sanitaires non seulement dans les organisations internationales mais aussi dans les politiques des pays en développement, dans des perspectives alliant santé publique des populations et coût économique global, pour les pays du Sud.

---

<sup>1</sup> [http://www.cepii.fr/PDF\\_PUB/lettre/2017/let377.pdf](http://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2017/let377.pdf) [consulté le 17/06/2019].

<sup>2</sup> <https://www.who.int/fr/news-room/detail/06-06-2019-food-safety-is-everyones-business> [consulté le 14/06/2019].

<sup>3</sup> [https://www.agenceecofin.com/sante/0706-66790-chaque-annee-91-millions-dafricains-consomment-des-aliments-contamines-qui-les-rendent-malades-oms?utm\\_source=newsletter\\_10411&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=ecofin-agro-10-06-2019](https://www.agenceecofin.com/sante/0706-66790-chaque-annee-91-millions-dafricains-consomment-des-aliments-contamines-qui-les-rendent-malades-oms?utm_source=newsletter_10411&utm_medium=email&utm_campaign=ecofin-agro-10-06-2019) [consulté le 14/06/2019].

Ce contexte est analysé par les pays du Nord comme une opportunité économique multiforme. En particulier dans les filières d'élevage, ceux-ci disposent de ressources économiques et techniques mais doivent aussi faire face à un ralentissement de leur consommation intérieure, ce qui les amène à se tourner vers les pays en développement. Dans le cas de la France, les États Généraux de l'Alimentation (EGA) qui se sont tenus du 20 juillet au 21 décembre 2017 ont mis en avant la nécessité pour les entreprises agricoles et agroalimentaires françaises de se tourner résolument vers l'international : il s'agit de s'inscrire dans une démarche de réponses aux besoins mondiaux en constante croissance et cela devrait permettre de créer de la richesse et des emplois dans les territoires. Les EGA avaient été initiés par le pouvoir politique pour résoudre la crise de 2017 entre producteurs et distributeurs des produits d'agriculture. Ils ont contribué à élargir la réflexion et l'ont centrée sur l'alimentation comme principe structurant de l'agriculture et de l'agroalimentaire. En effet, selon Jean-Louis Rastoin et Gerard Ghersi, « *les pratiques de consommation, à travers les produits choisis et la façon de les consommer, vont inmanquablement avoir un impact sur l'ensemble de système alimentaire* »<sup>4</sup>. C'est la prise en compte de l'ensemble du système alimentaire dans les débats des EGA couronnés par les conclusions des quatorze ateliers, qui a inspiré la loi sur l'agriculture et l'alimentation mais aussi l'élaboration d'une stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des secteurs agricoles et agroalimentaires.

C'est dans ce contexte que s'est dessinée la demande à laquelle répond ce stage et ce mémoire. Dans le cadre du plan stratégique 2018-2022, que le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation et le Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères ont mis en place le 13 juillet 2018, une commission réunissant toutes les parties prenantes agricoles et agroalimentaires, dont l'animation a été confiée à FranceAgriMer (FAM). Les travaux de cette commission ont retenu la Côte d'Ivoire parmi quatre pays prioritaires à explorer dont l'Allemagne, le Mexique et

---

<sup>4</sup> Rastoin, Jean-Louis, et Gérard Ghersi. Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques. Editions Quæ, 2010



le Japon. Cette exploration devrait aboutir au raffermissement des relations avec les professionnels du secteur agricole et agroalimentaire ivoiriens, permettant la valorisation du savoir-faire et des produits français<sup>5</sup>. A ce titre, une étude sur le potentiel des segments amont et aval ainsi qu'une meilleure connaissance des acteurs, des circuits de commercialisation et de distribution ainsi que des contraintes du marché ivoirien devrait permettre de mieux positionner l'offre française<sup>6</sup>. Cet attrait pour la Côte d'Ivoire est dû à sa forte croissance et à sa position stratégique en Afrique de l'Ouest malgré la taille réduite de sa classe moyenne et le pouvoir d'achat encore faible de celle-ci, sans compter que le marché est trop dépendant des fluctuations des cours des matières premières avec des acteurs peu connus et des infrastructures logistiques sommaires. Certes, la France est le principal partenaire mais la concurrence des Pays-Bas, de l'Espagne, du Maroc et de la Turquie se développe sur les produits agroalimentaires. Au-delà de la connaissance du marché, il est tout aussi important de comprendre les interventions des bailleurs de fonds à travers des projets de développement et la structuration que cela entraîne sur le système agroalimentaire<sup>7</sup>.

Le stage se focalise sur les filières de productions animales en Côte d'Ivoire. Ce pays est l'un des plus riches et en croissance rapide en Afrique de l'Ouest, et l'agriculture y est le secteur économique principal. Cependant, ses productions sont dominées par les cultures d'export et l'élevage y tient historiquement une place secondaire. Cependant la consommation de produits d'origine animale y est importante et croissante, ce qui invite à analyser les opportunités de développement économique de ces filières.

D'après Louis MALASSIS cité par Michel LABONNE, la notion de filière « se rapporte aux itinéraires suivis par un produit (ou un groupe de produits) au sein de l'appareil

---

<sup>5</sup> FranceAgrimer, Trame de Cahier des Charges : Side events à l'occasion du Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan, janvier 2019

<sup>6</sup> FranceAgrimer, Trame de Cahier des Charges : Étude sur les segments amont et aval du marché ivoirien, janvier 2019

<sup>7</sup> FranceAgrimer, PROJET, Commission Internationale Groupe Pays : Plan d'actions

agro-alimentaire ; elle concerne l'ensemble des agents (entreprises et administrations) et des opérations (de production, de répartition, de financement) qui concourent à la formation et au transfert du produit jusqu'à son stade final d'utilisation, ainsi que les mécanismes d'ajustement des flux des produits et des facteurs de production le long de la filière jusqu'à son stade final » (MALASSIS L., 1979). La confrontation de ce cadre théorique avec le terrain du stage nous a conduit à une compréhension plus avancée de ces filières à travers leurs produits, les parties prenantes, les chaînes de valeurs et les caractéristiques territoriaux. Une telle appréciation devrait fournir à FAM, des éléments lui permettant de renforcer ses activités vers ce pays qui a une très longue histoire avec la France.

### *Le contexte*

Une histoire qui commence à la moitié du XVII<sup>ème</sup> siècle dans un territoire peuplé depuis le paléolithique supérieur mais qui fut surtout le théâtre de migrations multiples et d'horizons diverses<sup>8</sup>, ce qui fait sa diversité. Une histoire qui se consolide avec la création de la colonie française *Côte d'Ivoire* en mars 1893 établissant la presque totalité des frontières actuelles du pays. Cette colonie acquiert son indépendance le 7 août 1960 mais a conservé des liens avec la France.

La Côte d'Ivoire actuelle s'étend sur 322 460 km<sup>2</sup> et compte 26,27 M habitants en 2019<sup>9</sup> repartis en quatre groupes ethniques (Akan, Malinké, Gour et Krou)<sup>10</sup> pour une soixantaine de dialectes avec le français comme langue officielle. Située sur la côte atlantique en Afrique de l'ouest, elle fait frontière au nord avec le Burkina Faso et le Mali, à l'ouest avec la Guinée et le Liberia et à l'est avec le Ghana. Elle est munie d'un régime présidentiel avec un parlement et un sénat. La Côte d'Ivoire est membre de la

---

<sup>8</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Côte\\_d%27Ivoire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Côte_d%27Ivoire)  
Consulté le 26/05/2019

<sup>9</sup> <https://population.un.org/wpp/Download/Standard/Population/>  
Consulté le 21/06/2019

<sup>10</sup> <http://www.fao.org/cote-divoire/fao-en-cote-divoire/le-pays-en-un-coup-doeil/fr/>  
Consulté le 13/05/2019

Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

De 1960 au milieu des années 1980, la Côte d'Ivoire a connu un développement spectaculaire des structures agricoles, industrielles, commerciales et financières avec pour conséquence une amélioration du bien-être de la population. Mais après, jusqu'en 2011, les crises politiques et militaires et la dégradation des termes de l'échange avec l'extérieur ont entraîné une stagnation de l'économie<sup>11</sup>. A partir de 2012, le pays a renoué avec la croissance économique<sup>12</sup> le plaçant comme la troisième économie d'Afrique de l'Ouest derrière le Ghana et le Nigéria<sup>13</sup>. Une économie essentiellement basée sur le secteur agricole qui a fait de la Côte d'Ivoire le premier producteur mondial de Cacao et de noix de cajou<sup>14</sup> ainsi que le pays ayant eu le plus gros excédent commercial agricole en Afrique subsaharienne en 2018<sup>15</sup>. Sur le plan macro-économique, les revenus agricoles contribuent à hauteur de 21,6% (2017) du PIB<sup>16</sup>. A ce titre, le Plan National d'Investissement en Agriculture (PNIA) constitue un chapitre important du Plan National de Développement (PND) que le gouvernement met en œuvre pour atteindre l'émergence en 2020<sup>17</sup>. Le PNIA comporte un volet production animale chargé de promouvoir les filières de ce secteur à travers le Plan Stratégique de Développement de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PSDEPA).

Le secteur agricole et agroalimentaire est un secteur porteur et la France en est un partenaire important même si d'autres pays sont activement présents en Côte

---

<sup>11</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Côte\\_d%27Ivoire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Côte_d%27Ivoire)

Consulté le 26/05/2019

<sup>12</sup> <http://www.banquemondiale.org/fr/country/cotedivoire/overview>

Consulté le 30/05/2019

<sup>13</sup> [https://www.abh-ace.be/sites/default/files/studies/files/ivoorkust\\_landenstudie\\_fr\\_def.pdf](https://www.abh-ace.be/sites/default/files/studies/files/ivoorkust_landenstudie_fr_def.pdf)

Consulté le 01/06/2019

<sup>14</sup> <http://www.banquemondiale.org/fr/country/cotedivoire/overview>

Consulté le 30/05/2019

<sup>15</sup> <https://www.agenceecofin.com/commerce/0605-65877-la-cote-divoire-a-enregistre-le-plus-important-excedent-commercial-agricole-sur-le-continent-en-2018>

consulté le 09/05/2019

<sup>16</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS>

Consulté le 03/06/2019

<sup>17</sup> <http://www.fao.org/cote-divoire/programmes-et-projets/fr/>

Consulté le 13/05/2019

d'Ivoire<sup>18</sup> . Ce partenariat se traduit par des actions publiques<sup>19</sup> et par la présence de grands groupes français<sup>20</sup> . Sa pérennité est conditionnée par l'évolution continue du développement du pays qui doit faire face à plusieurs enjeux politiques, économiques et sociaux.

### *Les enjeux*

Parmi ces enjeux, il faut retenir la consolidation de la réconciliation sociale après la grave crise sociopolitique et militaire de 2000 à 2011 ; la réduction de la pauvreté qui était encore à 46,3 %<sup>21</sup> en moyenne en 2015 et partant, diminuer la sous nutrition en opérant la croissance inclusive notamment au niveau financier et vis-à-vis des femmes et des jeunes; l'amélioration de la production agricole pourvoyeuse d'emplois et de richesse tout en préservant l'environnement, une agriculture qui assure la sécurité alimentaire à la population et soutient durablement la croissance<sup>22</sup> .

Tous ces enjeux transversaux s'appliquent à l'ensemble du secteur agricole et agroalimentaire qui est le cadre du stage. Pour faire face à ces enjeux, la contribution publique ivoirienne ne sera pas suffisante il faudra une contribution forte du privé à travers l'implication des entreprises et des banques.

Compte tenu du temps limité imparti à cette étude, il nous a paru raisonnable de se limiter à l'étude de trois filières de production animales présentant des caractéristiques contrastées : la filière bovine, la filière porcine et la filière avicole. La première possède une dimension transnationale, la seconde est moins bien organisée mais avec

---

<sup>18</sup> FranceAgrimer, Trame de Cahier des Charges : Étude sur les segments amont et aval du marché ivoirien, janvier 2019

<sup>19</sup> Agence Française de Développement, NOTE DE COMMUNICATION PUBLIQUE D'OPERATION COTE D'IVOIRE / AFRIQUE : Promotion de la transition agro-écologique par le Conseil Régional du Worodougou, en Côte d'Ivoire, sur des espaces fonciers sécurisés

<sup>20</sup> FranceAgrimer, Trame de Cahier des Charges : Étude sur les segments amont et aval du marché ivoirien, janvier 2019

<sup>21</sup> [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/COTE\\_D\\_IVOIRE\\_-\\_DSP\\_2018-2022\\_et\\_RPPP\\_2018.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/COTE_D_IVOIRE_-_DSP_2018-2022_et_RPPP_2018.pdf)  
Consulté le 02/06/2019

<sup>22</sup> Organisation de Coopération et de Développement Économiques, Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire : Volume 1. Évaluation initiale, Les voies de développement, Éditions OCDE, Paris., 2016 <http://dx.doi.org/10.1787/9789264248557-fr>

beaucoup de potentialités et la dernière est une filière bien organisée et presque autonome.

En matière de politique de sécurité alimentaire, qui inclut l'ensemble des filières de productions animales, la conception des programmes et leur mise en œuvre sont élaborées au niveau institutionnelle centrale sans la participation effective et suffisante des populations cibles. Ainsi, selon les experts de l'OCDE, « ...ce manque de coordination et d'engagement des parties prenantes est exacerbé lorsque les politiques sont le résultat des efforts de coopération internationale axés sur des projets ; les calendriers serrés et la nature très ciblée de tels projets peuvent donner lieu à des interventions et des politiques fragmentées et générer la dépendance locale à l'aide extérieure... »<sup>23</sup>.

#### *La problématique*

Cela nous a conduit à poser les questions suivantes : comment fonctionne une filière de production animale en Côte d'Ivoire ? Quel est le rôle des aides à la coopération dans ce domaine ? Comment sont conçues et mises en œuvre les stratégies publiques locales en la matière ? Les opportunités d'affaires existent-elles pour les entreprises françaises ? Les réponses à ces questions permettront d'analyser la problématique suivante : quelle est la stratégie utilisée pour conquérir ces opportunités locales. Pour cette analyse, nous admettons une mondialisation maîtrisée, un respect des engagements internationaux, une stabilité politique et l'existence d'un capital humain capable de gérer cette régulation.

#### *La méthodologie*

Les filières d'élevage en Côte d'Ivoire font l'objet de peu de travaux, étant donné la forte domination des cultures d'exportation dans l'économie agricole du pays. Cette étude présente ainsi un caractère exploratoire. Nous avons contacté un ensemble

---

<sup>23</sup> [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/COTE\\_D\\_IVOIRE\\_-\\_DSP\\_2018-2022\\_et\\_RPPP\\_2018.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/COTE_D_IVOIRE_-_DSP_2018-2022_et_RPPP_2018.pdf)  
Consulté le 02/06/2019

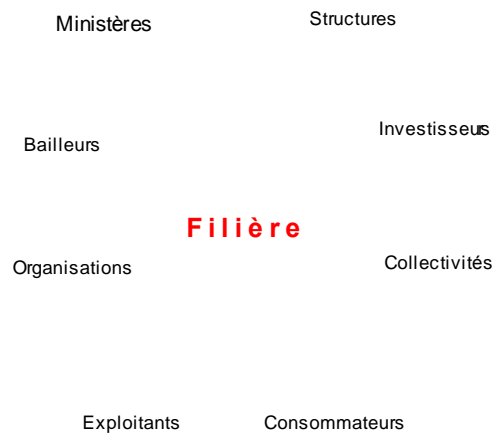
d'acteurs dans le but de collecter une variété de points de vue, ainsi que possiblement des données chiffrées fiables.

Après l'identification et la prise de contact avec les acteurs, nous avons envisagé de procéder à des entretiens semi-directifs à l'aide d'une grille de questionnaire. Certains entretiens ont été réalisés par visioconférence ou par téléphone, d'autres lors d'une rencontre directe avec la personne interviewée. Les enregistrements des entretiens ont fait l'objet d'une retranscription écrite. L'exploitation des verbatims issus des entretiens, ainsi que l'analyse de sources écrites (bibliographie scientifique, articles de presse écrite ainsi que sites web) nous ont permis de comprendre l'activité et l'influence de chaque acteur dans les filières. Cette étude qualitative nous a permis de bâtir le mémoire autour de trois parties : d'abord la dynamique des trois filières puis les intérêts des acteurs enfin l'identification des opportunités. Cependant les entretiens n'ont pas été nombreux et productifs. En outre, nous n'avons pas eu accès aux données qui nous avaient été promises pendant certains entretiens. Nous nous sommes contentés de faire plus d'observations. Néanmoins, nous avons répertorié les groupes d'acteurs que nous avons schématisé ci-dessous.

#### *La cartographie des acteurs*

Une filière a des acteurs propres mais il y a également des acteurs qui couvrent plusieurs filières. Certains acteurs sont locaux et d'autres sont transnationaux. A l'intérieur d'une filière certains acteurs peuvent avoir plusieurs activités. Pour une question de simplicité, nous avons identifiés huit groupes d'acteurs en fonction de leurs principales interventions. Les ministères comprennent toute l'administrations mais également les services déconcentrés. Les structures institutionnelles sont composées essentiellement des services publics de recherches, de vulgarisation de financement ainsi que des projets ; les bailleurs de fonds publics ou privés sont généralement des organismes internationaux ou des banques ; les organisations professionnelles comportent surtout des sociétés coopératives et des interprofessions ; les collectivités locales regroupent les conseils régionaux et généraux, les mairies et autres districts autonomes ; les exploitants ont des statuts

divers allant de l'exploitants individuels à la société anonyme ; les consommateurs sont constitués en associations



*Figure n°1a : Répertoire des acteurs de filière  
(source : auteur)*

## I- DYNAMIQUES DES TROIS FILIERES DE PRODUCTION ANIMALE

### *1.1- INTRODUCTION*

Nous avons retenue en premier lieu de distinguer les trois filières par espèce animale au lieu de les spécifier par type de produits rendues au consommateur final. Puis, en second lieu, nous avons opté pour une représentation processuelle allant de l'animal vers le produit fini. Il nous est apparu que ce processus était une chaîne de plusieurs systèmes que nous avons regroupés de manière identique pour les trois filières en production, transport, transformation, entreposage, commercialisation et consommation. Chaque système de chaque filière comprend un type qu'on qualifiera de traditionnel et un type qu'on appellera moderne. Le type traditionnel est caractérisé par des pratiques extensives et artisanales et le type moderne utilise des pratiques intensives et plus industrialisées. Dans un troisième temps, nous avons adopté une approche systémique afin d'apprécier les régulations entre différents systèmes internes à la filière.

## I.2- LES STRUCTURES DES FILIERES

### I.2.1- Filière bovine

#### I.2.1.1- Architecture

Le cheptel bovin ivoirien comprend 1 645 175 (FAO 2017) têtes dont les principales races sont des taurins N'dama, Baoulé et Lagunaires, des Zébus et leurs Métais. Quelques rares fermes sont peuplées de races européennes et américaines ou des hybrides issues de ces races. Le cheptel est reparti majoritairement dans des fermes agro-pastorales de petites tailles en générale et pratique un élevage extensif utilisant très peu la complémentation alimentaire. Une partie de ce cheptel en provenance de Mali du Burkina Faso et du Niger procède à la transhumance saisonnière. La production du bétail est située principalement dans le nord et le centre du pays<sup>24</sup> bénéficiant d'un parcours plus herbagé et d'un climat moins humide. Le renouvellement du cheptel se fait par échanges entre exploitants, la pratique de l'insémination artificielle est très limitée et selon un de nos interviewés « *depuis que le directeur du centre national d'insémination est à la retraite le service s'est affaibli* »<sup>25</sup>. De toute façon, compte tenu du démantèlement des stations d'amélioration génétique suite à la crise socio-politique et militaire, les sources de semences locales se sont tariées. Le bétail produit pour l'approvisionnement des marchés est composé d'animaux de toutes catégories allant de la vache reformée au broutard. Il est fonction de la demande et surtout des besoins des exploitants. Le profil des exploitants est réparti en trois groupes : les exploitants qui sont seulement propriétaires et ne résident pas sur la ferme et confient la gestion à des employés ; les exploitants propriétaires et résidants mais pratiquant une autre activité agricole ; les exploitants propriétaires résidents et uniquement éleveurs. Ces derniers sont en minorité.

---

<sup>24</sup> FAO-OUTIL D'EVALUATION DES SYSTEMES DE SURVEILLANCE (SET)  
REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE : 11-20 DECEMBRE 2017

<sup>25</sup> Entretien n°4



Le produit de la ferme suit plusieurs circuits : une partie rentre dans l'autoconsommation et la vente aux particuliers qui ont un besoin de sacrifice ou de cérémonie à satisfaire ; une autre partie est prélevée par les collecteurs qui vont soit ravitailler des marchés de redistribution, soit des marchés de transit, soit des marchés terminaux de consommation. Les marchés sont situés dans les principaux centres urbains. Le marché d'Abidjan est le plus grand du pays et fait office d'aspirateur pour les autres marchés. Les acteurs de la collecte et de la distribution sont très actifs car la production est éparse et aléatoire comme nous l'avons signalé plus haut. Cette irrégularité de la production locale justifie la part importante de l'importation de bétail sur pieds en provenance des marchés de la sous-région. A tel point qu'il est mis en place un véritable corridor de transport de bétail<sup>26</sup> en provenance des pays sahéliens, des régions nord et centre-nord du pays avec un transport par camion et par train. En dehors de ce corridor, les autres transports sont informels avec des transporteurs non spécifiquement dédiés aux animaux vivants. Le lait et la viande issus de l'élevage bovins empruntent deux chemins différents de fabrication assez spécifiques. Le lait est produit à la ferme rurale, périurbaine et industrielle. En fonction du type de production, le lait est collecté de façon artisanale semi-industrielle ou industrielle avec une gradation dans la qualité de transport et du traitement. Généralement ce lait est distribué dans les vingt-quatre heures soit directement à partir de la ferme soit par l'intermédiaire d'un collecteur qui se charge de le chauffer pour une longue conservation avant de le livrer au consommateur final. Quant à la viande, les animaux arrivent à l'abattoir à partir des marchés de bétail et subissent la première transformation pour mettre à disposition des carcasses et des abats. Chaque grande ville possède un abattoir mais les autres localités ont plutôt des aires de tuerie ne répondant pas toujours aux normes de bonnes pratiques sanitaires. Des abattoirs, la viande et les abats sont acheminés vers les bouchers de gros puis des bouchers détaillants qui à leur tour ravitaillent les marchés de quartiers, les petites unités de charcuterie, les supermarchés, les restaurants, les grilleurs de viandes dans la rue ou directement les particuliers. La consommation de la viande se fait majoritairement en

---

<sup>26</sup> YAO BELI DIDIER, KALLO VESSALY. Dynamique de l'approvisionnement du marché à bétail du district d'Abidjan. *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, n° 2, 2015

sauce à partir de plats mijotés ce qui a une certaine incidence sur le type de découpe tandis que le lait se consomme principalement sous forme de lait caillé dans les plats. Cette production est complétée par des importations composées en grande partie de lait en poudre en principalement en provenance d'Europe (voir figures n°1a et n° 1b).

#### *1.1.2.2- Les atouts*

Les atouts de la filière bovine sont multiples et divers. La production bénéficie de matériel vivant bien adaptée sur un parcours qui lui convient en termes de fourrage et de climat. La production est assurée par différents acteurs allant d'éleveurs sédentaires ou transhumants, autochtones ou étrangers aux fournisseurs d'intrants en passant par le service public de conseil de recherche de législation et de financement. La présence d'éleveurs peulhs ayant une longue tradition de pastoralisme aide les nouveaux exploitants à démarrer leur activité. La disponibilité de nombreux sous-produits agricoles est favorable à l'alimentation animale et cela combiné à la fourniture adéquate des médicaments aide à une production soutenue. Le contrôle sanitaire des animaux vivants à l'importation et lors de la circulation ainsi que des denrées alimentaires contenant des produits d'origine animale appuyé par le Laboratoire Nationale d'Appui au Développement Agricole est aussi un atout important pour la filière<sup>27</sup>. Au niveau de la programmation des actions publiques, l'existence du PSDEPA constitue un creuset de résultats de consultations important permettant d'envisager une gestion intégrée des financements de l'ensemble des filières de production d'élevage y compris la filière bovine. C'est un outil de conception qui peut aider à la mise en place de partenariat avec le privé et aussi avec des partenaires au développement et des organisations régionales et internationales tels que la CEDEAO, l'UEMOA, Le Bureau Interafricain des Ressources Animales de l'Union Africaine (l'UA-BIRA), l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union

---

<sup>27</sup> BAKAYOKO KV. FAO, revue des filières bétail/viande et lait et des politiques qui les influence en Côte d'Ivoire, 2016.

Européenne (UE) etc... La commercialisation du bétail bien qu'informelle se tient dans un équilibre de confiance parfois clanique : « *ils parlent le même dialecte... donc ils se comprennent entre les lignes... ce qui ne sera pas le cas pour quelqu'un d'un autre dialecte...* »<sup>28</sup>, soulignent nos interviewés. Il est assuré des fermes jusqu' aux abattoirs par les collecteurs, les marchands, des transporteurs, des convoyeurs les chevillards avec plusieurs intermédiaires qui utilisent les structures et matériel nécessaires. Diverses structures et acteurs assurent la distribution de la viande et coproduits au niveau des étals des marchés, dans des petites boucheries isolées, dans les supermarchés et les restaurants sous différents types de découpes. A cette distribution, il faut associer l'importation de viandes et abats congelés effectués principalement par les entreprises comme Fish and Meat, Ucafil, Sapci, Sonal et Botty-Food. La transformation est assurée à plusieurs niveaux avec des acteurs bien en place qui répondent à la demande du marché. Elle concerne l'abattage, la triperie et boyauterie, la boucherie, la charcuterie et la restauration, présents partout dans le pays et proposent au consommateur tout type de morceaux adaptés aux bourses de chacun. La réforme règlementaire générale et spécifiques sur les compétences des collectivités locales, l'avènement des organisations professionnelles et l'existence d'une sous-direction de la santé animale au Ministère des Ressources Animales et Halieutiques et d'un appui des partenaires au développement sont des atouts pour la filière.

Le lait consommé est issu de la production locale qui emprunte le circuit artisanal et du lait importé qui passe par le circuit industriel. Au niveau traditionnel les acteurs de la production, de la collecte, de la transformation et de distribution sont bien en place appuyés par les mêmes services que la production de viande. Le circuit industriel utilise une petite production locale moderne au niveau des exploitations de la ferme nouvelle NORMANDIA, la ferme de TIBEHITA et la ferme de KPOUEBO. Mais, le gros du circuit moderne, concerne le lait d'importation porté par des unités artisanales comme Degue Delices, Pana, Mikana, Pabci, Ivoire Degue et des unités industrielles

---

<sup>28</sup> Entretien 24

comme Saprolait, Sapled, Eurolait, Sdtm-ci, Olam Ivoire, Prosuma, Nouvelle Gedispa, Sabimex, Novalim Nestlé.<sup>29</sup>

### *1.1.2.3- Les contraintes*

La filière bovine présente cependant plus de contraintes que d'atouts. Cela se traduit par une forte dépendance à l'importation du lait et dans une certaine mesure des animaux en vifs. Cette importation du vif en provenance principalement du Burkina Faso et du Mali dépend de la capacité de production de ces pays et de la concurrence de la demande des pays côtiers comme le Ghana, le Nigéria, le Bénin et le Togo. Des contraintes basées essentiellement sur la faible productivité des animaux, le manque de maîtrise des maladies majeures comme la tuberculose, la fièvre aphteuse, la péripneumonie contagieuse bovine et la trypanosomose mais aussi sur l'organisation et le niveau de professionnalisation insuffisants. Ce qui aboutit à des troupeaux de petite taille et un élevage principalement extensif et itinérant subissant aussi des contraintes foncières. A cela, il faut ajouter des équipements et des infrastructures peu performants dans tous les maillons de la filière et aussi l'absence d'identification complète de tous les acteurs, « finalement on ne sait pas exactement qui fait quoi »<sup>30</sup> confesse un de nos interviewés. Tout cela sans pouvoir compter sur un pouvoir public présent mais insuffisant au niveau réglementaire, technique et financier.

---

<sup>29</sup> BAKAYOKO KV. FAO, revue des filières bétail/viande et lait et des politiques qui les influence en Côte d'Ivoire, 2016.

<sup>30</sup> Entretien n°19

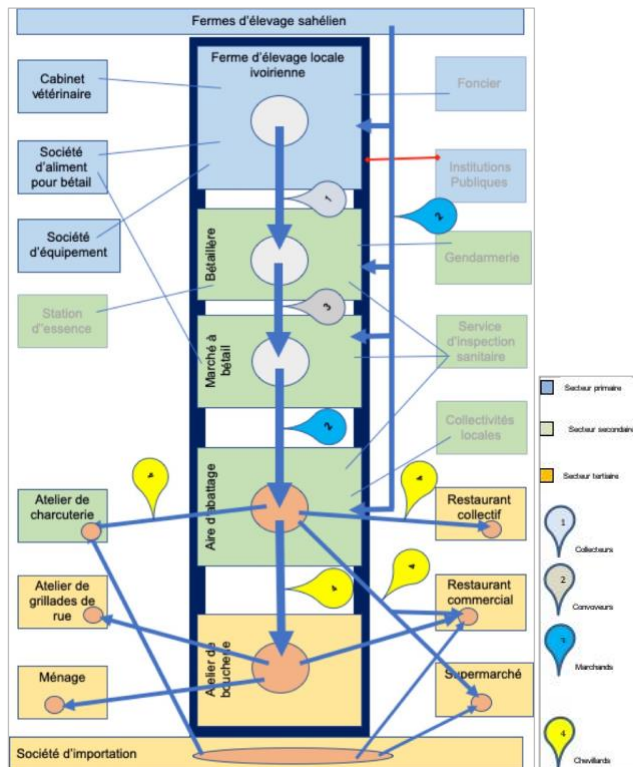


Figure n°1b : Schéma simplifié de la filière bovin/viande en Côte d'Ivoire (source : auteur)

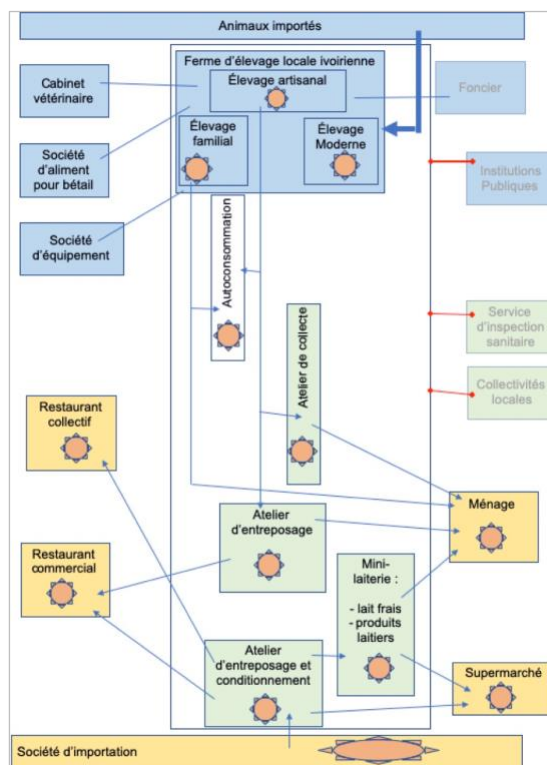


Figure n°1c : Schéma simplifié de la filière bovin/lait en Côte

## I.2.2- Filière porcine

### *I.2.2.1- L'architecture*

Après une croissance soutenue dans les années 90 qui a vu la mise en place d'un nombre important d'élevages modernes et de structures comme le Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC), la filière porcine a subi une baisse de production et une désorganisation structurelle. Cette contre-performance est attribuée à une épizootie de peste porcine africaine de 1996 puis à la crise socio-politique et militaire ensuite encore à une épizootie de peste porcine africaine de 2014. En 2017, le cheptel était estimé à 411 520 têtes repartis dans les exploitations modernes utilisant des souches européennes par inséminations et qui sont nourris avec des aliments concentrées ou leur hybrides et les porcs de races locales divagant à travers les villages et se nourrissant de déchets de cuisine. Le renouvellement des animaux est assuré ainsi par échanges naturels dans les villages et par apport extérieur dans les élevages améliorés. L'élevage villageois s'effectue sur toute l'étendue du territoire alors que l'élevage moderne est situé autour des grandes agglomérations avec une forte concentration autour d'Abidjan. Entre ces deux modes d'élevage, se trouvent l'élevage villageois en enclos et l'élevage moderne organisé en petites unités. Le porc villageois est généralement consommé sur place alors que le porc moderne suit un circuit de collecte vers les centres de transformation soit par un particulier soit par des coopératives de vendeuses ou des charcutiers. Plusieurs centres d'abattage existent à travers le pays mais la SIVAC est le plus important avec une capacité de 30 000 porcs abattus par an se plaçant par ce fait comme le moteur de structuration de la branche moderne de la filière. La viande et les abats issus des abattoirs sont répartis entre les restaurants classiques, les cinq charcuteries modernes, les supermarchés et les vendeuses de plats en sauce. Les produits de charcuteries sont distribués à travers les magasins des supermarchés et dans des petits kiosques de vente disséminés à travers la ville. La consommation de la viande et des abats de porc sous forme de charcuterie fine reste encore faible mais le mode de distribution au détail favorise l'accès à toutes les bourses (voir figure n° 2).

### *1.2.2.2- Les atouts*

La branche moderne de la filière porcine bénéficie d'une antériorité de plus de trente ans, ce qui lui confère un savoir-faire local important. En outre, la viande de porc se décline sous de multiples formes de consommation adaptées à toutes les bourses : « en dehors des interdits religieux chacun peut acheter un morceau correspondant à son budget et n'importe où. A constater ici avec la file des élèves devant le restaurant de rue en face du bureau »<sup>31</sup> ainsi le confirme un de nos interviewés. Cela se passe en plein milieu du quartier le plus huppé de la ville d'Abidjan. Cette disponibilité combinée avec une demande forte non satisfaite par la production locale, constitue un atout qui demande une structuration plus développée. Comme on le constate par rapport à l'architecture déclinée ci-dessus, le matériel biologique existe à travers le porc local, le porc Korhogo et les semences de souches exotiques exploitables par insémination artificielle ou l'importation directe de reproducteurs. Les élevages bénéficient de l'existence de structures de collecte, de transport, de transformation et de distribution existant sur l'ensemble du territoire. Un abattoir opérationnel installé dans la banlieue contiguë à Abidjan (Yopougon) est une structure importante qui abat déjà plus de 60% des porcs de l'élevage moderne. Les appuis institutionnels sont disponibles et les vingt-six groupes d'acteurs répertoriés de la filière constituent une ressource non négligeable. D'autant plus qu'une interprofession (INTERPORCI) regroupant le collège des producteurs constitués de plusieurs coopératives de producteurs et le collège des transformateurs constitué de plusieurs charcutiers et autres transformateurs locaux, a été créé depuis 2011.

### *1.2.2.3- Les contraintes*

Malgré ces atouts, la filière souffre encore de contraintes multiples qui handicapent son développement. On pourrait citer en premier lieu, la faible productivité des porcs

---

<sup>31</sup> Entretien n° 16

locaux<sup>32</sup> et le coût élevé des souches importées. De plus, à l'instar des éleveurs, les acteurs de l'ensemble de la filière manquent cruellement de qualification, l'activité étant en partie tenue comme une activité complémentaire à une activité principale dans le privé ou dans le public. En second lieu, il n'existe qu'une faible coordination de l'organisation professionnelle au sein de l'ensemble de la filière avec entre autres des cotisations qui font défaut, « il manque un esprit de coopération... »<sup>33</sup> se plaint un responsable d'organisation professionnelle pour justifier l'insuffisance des moyens. Une autre contrainte majeure est la faible disponibilité d'aliment adapté à l'élevage porcin (i.e. un maïs de « qualité porc ») et un suivi sanitaire des élevages aléatoire ayant pour conséquence l'apparition de plusieurs crises de peste porcine africaine. En troisième lieu, s'ajoute divers freins à la commercialisation tels que le nombre réduit de points de vente, l'approvisionnement aléatoire du marché et la faible compétitivité des produits face à l'importation. Tout cela est aussi aggravé par une législation incomplète et une régulation assez faible de l'État<sup>34</sup>. Et pour couronner le tout, un niveau relativement bas des subventions et autres crédits d'investissement et de fonctionnement.

---

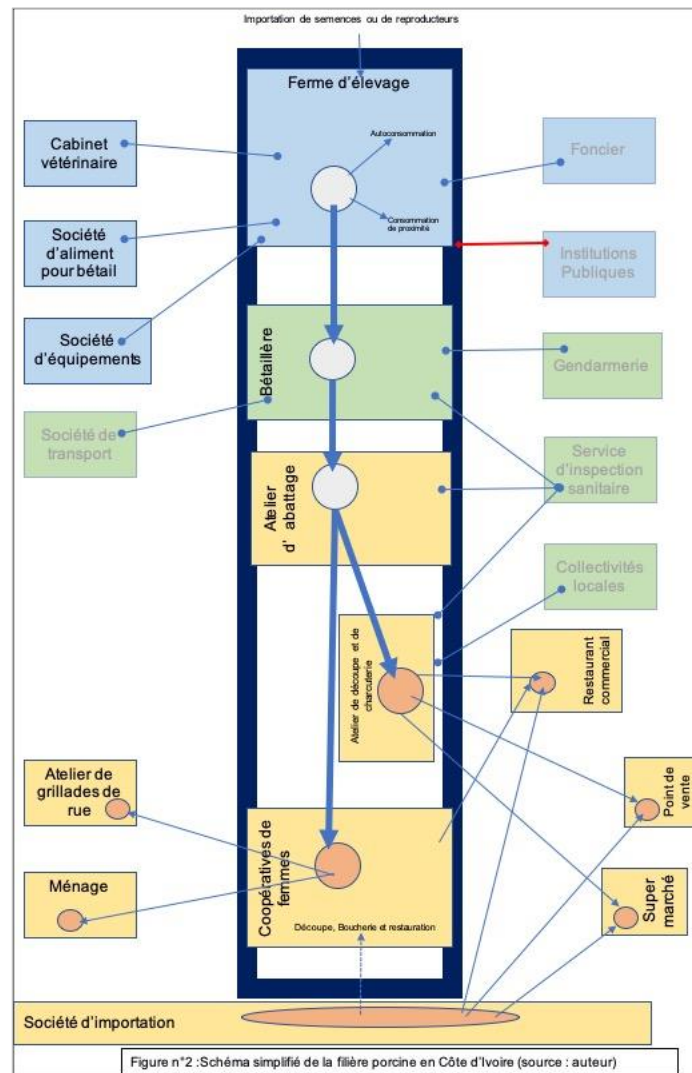
<sup>32</sup>

TRA BI TRA C. Filière porcine en Côte d'Ivoire : production, proposition d'amélioration et perspectives de développement. Thèse présentée et soutenue publiquement le 13 Juin 2009 devant la Faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odonto-Stomatologie de Dakar  
Pour obtenir le Grade de DOCTEUR EN MEDECINE VETERINAIRE (DIPLOME D'ETAT)  
<http://www.beep.ird.fr/collect/eismv/index/assoc/TD09-6.dir/TD09-6.pdf> [consulté le 10/05/2019]

<sup>33</sup> Entretien n°16

<sup>34</sup> MIRAH-PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION PORCINE EN CÔTE D'IVOIRE





## I.2.3- Filière Avicole

### I.2.3.1- L'architecture

Pour compenser le déficit de production des protéines animales dans le pays, l'État de Côte d'Ivoire a mis particulièrement l'accent sur le développement de l'élevage avicole moderne à partir de 1960. Dès lors, de 1960 à 1997 la filière avicole a enregistré une forte production grâce à l'action d'une structure d'encadrement solide, la Société de Développement des Production Animale (SODEPRA), l'installation de plusieurs exploitations privées performantes et l'apparition de plusieurs organisations professionnelles avicoles. Mais, de 1998 à 2004 les épisodes de grippe aviaire, les péripéties de la crise socio-politique et militaire ainsi que les importations massives de

produits de volailles congelés ont eu des effets néfastes sur la filière. Le maintien et l'augmentation (de 300 à 1000 fcfa le kilogramme) d'une taxe de compensation à l'importation alimentant un fond de soutien à la production avicole n'a toutefois pas permis d'enrayer la dépendance à l'importation. Une importation constituée d'une part de viandes de volailles et d'autre part d'aliments pour volailles<sup>35</sup>.

Le cheptel estimé à 42 300 780 (MIRAH, 2017)<sup>36</sup> têtes, dont 29 610 546 volailles traditionnelles, est répartie entre deux principaux modes d'élevage. Le mode familial pratiqué surtout par les familles, concerne les races locales qui se nourrissent essentiellement de restes de cuisine et autres trouvailles à travers le village ou le quartier, et ne bénéficiant d'aucuns soins ni de mesures de biosécurité ; ce mode est présent sur tout le territoire mais se concentre surtout dans la bande nord et au centre du pays. Puis le mode moderne, qui utilise des aliments concentrés industriels à base de maïs et de tourteau de coton, concerne les souches sélectionnées pour un élevage intensif ; il est concentré surtout autour des agglomérations urbaines et principalement autour d'Abidjan ; il comporte des petites exploitations indépendantes et des gros élevages industriels<sup>37</sup>. Le renouvellement du cheptel villageois se fait par échanges naturels au village tandis que celui du cheptel moderne est assuré par l'acquisition de poussin d'un jour en provenance des couvoirs. Dans le circuit informel de l'élevage moderne, la production de poulets vivants et des œufs est enlevée par des collecteurs itinérants faisant fi du respect de biosécurité. Puis, ils livrent aux revendeurs qui à leur tour vendent sur les marchés de quartier ou dans les petites tueries indépendantes pour ce qui est du poulet de chair. Les restaurateurs et le public se ravitaillent à partir des tueries ou des marchés de quartier. Pour le circuit intégré, l'élevage, la collecte l'abattage ou le conditionnement sont coordonnés par un même opérateur : les produits sont commercialisés via les supermarchés, les points de ventes et les

---

<sup>35</sup> <http://www.ipravi.ci/presentation/20/Statistiques>  
Consulté le 13/06/2019

<sup>36</sup> MIRAH, Rapport 2018

<sup>37</sup> Saliou KONE 2008. Étude du sous-secteur de l'aviculture familiale, Thérèse DANHO (FAO,2008). Revue du secteur avicole. Document développé sur la base des rapports suivants : Étude du secteur avicole en Côte d'Ivoire, structure, importance et perspectives. Cas de l'aviculture semi-industrielle  
<http://www.fao.org/3/a-ak072f.pdf>  
(Consulté le 30/05/2019)

restaurants. Les produits d'aviculture traditionnelle sont soit vendus sur la ferme soit collectés et revendus par des opérateurs itinérants ou des revendeurs installés sur un marché de quartier. Le grand public achète généralement de préférence le poulet de chair traditionnel vivant pour le voir abattre et préparer en sa présence mais « les meurs évoluent en fonction du pouvoir d'achat »<sup>38</sup> précise cet autre interviewé cadre exploitant. Ce schéma évolue en fonction des forces et des faiblesses propres (voir figure n°3).

#### *1.2.3.2- Les atouts*

Pour l'aviculture moderne, l'approvisionnement en matériel vivant est assuré par trois entreprises (Ivograin, Foani Services et la Faci) solidement installées. Ils fournissent aussi des aliments dont les matières sont disponibles sur le territoire. Ces entreprises procèdent également à une intégration de la production à la distribution en passant par la transformation. Quant à l'aviculture familiale elle a la capacité de s'auto-alimenter en matériel vivant. Ces deux modes de production, ont une capacité globale supérieure à 54 358 tonnes équivalent carcasse (MIRAH,2015) et 57 206 tonnes d'œufs (MIRAH, 2015)<sup>39</sup> contribuant pour partie à la couverture de la consommation nationale de 2 kg per capita. Ces producteurs qui sont par ailleurs regroupés en association de coopératives (Uaci, Interavi, Anavici) bénéficient d'un maillage de 35 cabinets vétérinaires à travers le pays, d'un conseil dispensé par l'Agence Nationale pour le Développement Rural (ANADER) et d'un programme de lutte contre les maladies animales avec des plans d'urgence et des plans de surveillance notamment contre la grippe aviaire. Le circuit de distribution est bien présent et les consommateurs sont généralement bien servis au niveau des marchés sur toute l'étendue du territoire. Des abattoirs complétés par de petites unités de tuerie et des espaces de tueries contigus aux marchés permettent une transformation de poulets de chair. Une interprofession (IPRAVI) qui regroupe les trois secteurs de production, de commercialisations et d'agroalimentaire joue un rôle de coordination et de

---

<sup>38</sup> Entretien n°23

<sup>39</sup> MIRAH, Rapport 2015

représentation salubre pour la filière. Après le poisson, la viande de volaille constitue la deuxième source d'apport en protéine d'origine animale et le premier animal utilisé dans les processus sacrificiels et cérémoniaux. L'aviculture est une activité accessible aux familles rurales et aux petits budgets urbains pour son faible investissement et la rapidité du cycle biologique <sup>40</sup> et comme dirait une de nos interviewées « tout le monde peut élever des poulets... »<sup>41</sup>. Depuis 2011 les investissements ont atteint 100 Mds FCFA (€ 153,84M) <sup>42</sup> dans la filière moderne.

### *1.2.3.3- Les contraintes*

La production familiale avec des souches locales souffrent d'un manque de productivité mais en même temps, les poussins d'un jour de souche améliorés coûtent cher. En outre, les règles générales de police sanitaire et de biosécurité sont assez mal suivies en cas de crise sanitaire surtout dans le circuit de l'élevage en mode familial ce qui est susceptible de provoquer des dégâts en élevage moderne. Les médicaments et les aliments sont encore trop chers pour une rentabilité plus grande des petites exploitations. L'éloignement de certains exploitants par rapport à la ville d'Abidjan constitue un handicap pour leur ravitaillement en aliment, médicaments et en poussins d'un jour. Diverses contraintes entravent encore la bonne marche de la filière. Il s'agit de la qualité insuffisante des aliments et des poussins d'un jour, de la surveillance et de la maîtrise aléatoires des maladies aviaires, d'une concurrence déloyale vis-à-vis des importations, d'une fiscalité et d'une réglementation inadaptée, d'une commercialisation non optimale surtout en défaveur du producteur qui souhaite une « vente au kilo vif »<sup>43</sup> s'exclame un de nos interviewés du groupe des

---

<sup>40</sup> Saliou KONE 2008. Étude du sous-secteur de l'aviculture familiale, Thérèse DANHO (FAO,2008). Revue du secteur avicole. Document développé sur la base des rapports suivants : Étude du secteur avicole en Côte d'Ivoire, structure, importance et perspectives. Cas de l'aviculture semi-industrielle

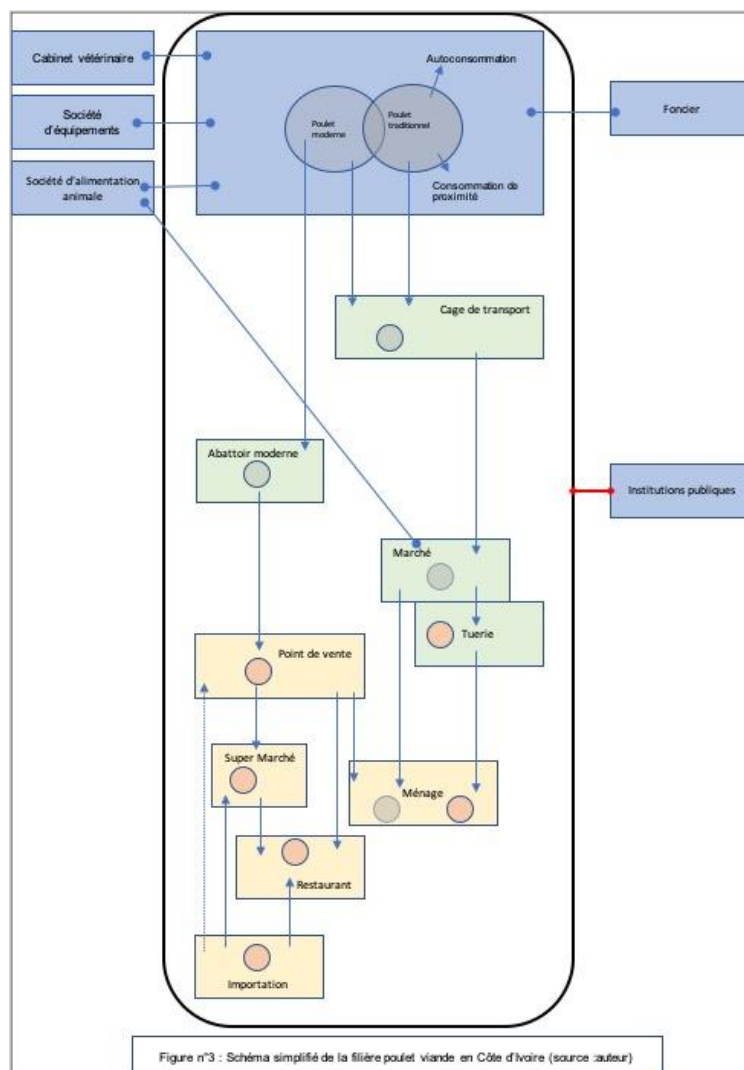
<http://www.fao.org/3/a-ak072f.pdf>  
(Consulté le 30/05/2019)

<sup>41</sup> Entretien n° 23

<sup>42</sup> <https://www.jeuneafrique.com/mag/581547/economie/export-la-filiere-avicole-prend-son-envol/>  
Consulté le 08/05/2019

<sup>43</sup> Entretien n°23

exploitants éleveurs, d'une faible animation des organisation professionnelles existantes en interne comme avec l'État, un appui-conseil institutionnel insuffisant, une compétence technique limitée des acteurs et pour couronner tout cela une confiance limitée des soutiens financiers dans la filière. Il faut aussi ajouter le racket routier intempêtif <sup>44</sup> qui, s'il impacte l'ensemble de l'économie, est plus marqué pour l'aviculture compte tenu de son effet négatif sur le coût du transport des matières premières pour l'alimentation et le transport de matériel animal.



<sup>44</sup> MIRAH. Plan Stratégique de Relance de l'Aviculture Ivoirienne

### 1.3- CONCLUSION

Cette structuration des trois filières révèle aussi une représentation en trois secteurs : le secteur primaire qui conduit à la production et qui regroupe les éleveurs les fournisseurs d'équipements, de médicament et d'aliment pour animaux ; le secteur secondaire qui permet la transformation autour de laquelle se branchent les transporteurs, les fournisseurs d'équipements et enfin le secteur tertiaire regroupé autour de la commercialisation qui associe les commerçants et les restaurateurs. Tous ces secteurs sont en rapport avec les services de l'État, les services financiers et de recherche. Ils sont hétérogènes en fonction de leur localisation (rural ou urbain) et des technologies qu'ils utilisent <sup>45</sup>. Cela conduit à l'existence dans chaque filière de ce que nous avons appelé des modes pour paraphraser Michel LABONNE. Chaque filière comporte un mode d'autoconsommation, un mode artisanal commerçant et un mode moderne industriel. La coexistence de ces trois modes au sein des trois filières est une caractéristique importante à comprendre dans l'étude de la dynamique des filières en Côte d'Ivoire. Une dynamique basée sur la circulation de produits, de la monnaie et d'information entre les différents acteurs<sup>46</sup>. Cela permet d'évaluer les actions publiques techniques, institutionnelles et financières. La qualité de l'appréciation des dynamiques conditionne les effets des investissements liés à ces actions publiques. Ils pourraient soit promouvoir, soit détruire une filière soit aider soit impacter négativement un groupe d'agents ou de communautés <sup>47</sup>. Sur le terrain, il nous est apparu des différences entre les trois filières avec une relative forte croissance de la filière avicole, une croissance moyenne pour la filière porcine et une assez faible croissance de la filière bovine.

---

<sup>45</sup> LABONNE Michel. Sur le concept de filière en économie agro-alimentaire  
[http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/pleins\\_textes\\_4/colloques/24865.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_4/colloques/24865.pdf)  
(Consulté le 18/05/2019)

<sup>46</sup> YAO BELI DIDIER, KALLO VESSALY. Dynamique de l'approvisionnement du marché à bétail du district d'Abidjan. Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement, n° 2, 2015

<sup>47</sup> LABONNE Michel. Sur le concept de filière en économie agro-alimentaire  
[http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/pleins\\_textes\\_4/colloques/24865.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_4/colloques/24865.pdf)  
(Consulté le 18/05/2019)

Une fois ce premier tableau dressé, pour estimer les opportunités d'intervention et d'investissement français nous allons nous intéresser aux différentes parties prenantes des filières, à leur organisation et à leurs intérêts. Même si nous n'avons pas eu des entretiens avec l'exhaustivité des différents groupes d'acteurs, certains entretiens ont pu révéler des aspects importants des filières.

## II- FILIERES ET SINGULARITES DES ACTEURS

Lors de l'entretien, notre interlocuteur responsable de la succursale locale d'une entreprise agroindustrielle française nous avoua « qu'il avait mal évalué le pouvoir politique de celui avec qui il était en négociation de partenariat. »<sup>48</sup> On note ici toute l'importance de la connaissance plus approfondie des acteurs des filières. Dès lors avons-nous donc jugé utile de mettre en exergue quelques intérêts en jeu. Plusieurs questions se posent alors : quels sont ces intérêts ? Les intérêts individuels sont-ils toujours compatibles avec la finalité de la filière ? Quels sont les relations entre les différents intérêts ? Nous n'avons pas les moyens de répondre à toutes ces questions, mais nous nous sommes concentrés sur la description de quelques intérêts qui se sont révélés à nous lors de nos entretiens.

### *II.1- ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CULTURE DE PROJETS*

#### Cloisonnement des projets

Comme nous l'avons indiqué, l'action publique en matière de production animale et halieutique en Côte d'Ivoire se décline à travers les projets qui prennent sources dans le Plan Stratégique de Développement de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PSDEPA). « Depuis 2014, le Ministère suit le PSDPA et actuellement il est au PSDEPA II »<sup>49</sup> s'exclame le Directeur de cabinet du Ministère des ressources

---

<sup>48</sup> Entretien n° 31

<sup>49</sup> Entretien n°2

Animales et Halieutiques (MIIRAH). Ainsi, à chaque entretien, avec un acteur des services du ministère, ce plan apparaît comme la boussole à suivre. Même le conseiller du Premier Ministre chargé de l'agriculture a qui nous avons posé la question de perspectives des productions animales et halieutiques semblait étonné de notre question « car pour lui tout était écrit dans le PSDPA »<sup>50</sup> mais il a fini quand même par donner son avis personnel sur le sujet. A partir de ce plan, les actions publiques sont réparties en plusieurs projets qui abordent les différents secteurs des filières. Ainsi, nous avons pu rencontrer le responsable de Projet d'Amélioration de l'Élevage en Côte d'Ivoire (PADECI), le chef du Projet de Développement de la Filière Porcine (PREFIPOR), le coordonnateur du Projet d'Appui à l'Aviculture Nationale (PAPAN), le Chef du Projet de Gestion Intégrée des Ranchs et Sations (PROGIRS) et le coordonnateur du Projet d'Appui à la Santé Animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire (PASA-HPV). En fait, il existe un peu plus de vingt projets d'appui aux filières de productions animales et halieutiques à travers le pays, avec une cartographie qui ne se calque pas nécessairement sur les filières. Ainsi, pour une même filière plusieurs projets peuvent cohabiter. Par exemple le PADECI, le PREFIPOR et le PASA-HPV interviennent tous les trois dans la filière porcine. Mais, il arrive que les informations ne circulent pas d'un projet à l'autre. « Par exemple le PADECI s'occupe uniquement de la vaccination des poulets villageois »<sup>51</sup>, « pendant que le PAPAN craint la faible protection les volailles villageois et le non-respect de la biosécurité dans ce type d'élevage n'impacte sur les élevages modernes que lui il appuit »<sup>52</sup>. « Un cloisonnement dont la coordination n'est pas toujours efficace au niveau de la filière comme le remarque le responsable de la programmation et du suivi-évaluation des projets »<sup>53</sup>. « Ce qui est également corroboré par le conseiller du premier ministre qui s'offusque du manque de rapport des projets et même de l'évaluation des projets »<sup>54</sup>.

---

<sup>50</sup> Entretien n°37

<sup>51</sup> Entretien n°7

<sup>52</sup> Entretien n°27

<sup>53</sup> Entretien n°10

<sup>54</sup> Entretien n° 37



## Atomisation des actions publiques

Cette situation est aussi caractérisée par une multitude de petites actions sous l'administration de multiples services structurés chacun avec des organigrammes propres. Ce responsable du service d'inspection qui n'a pas pu nous recevoir mais où tout passait par une secrétaire, un assistant et parfois un chauffeur de service. Mais ce responsable d'une structure de financement de la vulgarisation et de la recherche agricole soutient « que la création de petits projets permettait de créer des postes de chef mais surtout qu'un petit projet a plus de chance de trouver un financement qu'un grand projet qui a plutôt un budget effrayant »<sup>55</sup>. Effectivement certains projets émargent uniquement sur le budget national, par exemple le PREFIPORC, mais d'autres trouvent des compléments budgétaires extérieures, par exemple le PASA-HPV dont le volet lutte contre la peste porcine africaine est soutenu par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

### *II.3- DEPENDANCE A L'AIDE EXTÉRIEURE*

Le budget de l'État « est généralement insuffisant pour aider à récolter les données sur le terrain »<sup>56</sup>, regrette un chef de service de l'Institut National des Statistiques (INS). Mais il n'est pas le seul à regretter car le sous-directeur chargé des statistiques « corrobore ce même type d'insuffisance de l'État par rapport au projet de mise en place d'un système de collecte de prix pour couvrir l'ensemble des spéculations. Il se réjouit par ailleurs du soutien de la Banque Mondiale au projet e-agriculture »<sup>57</sup>. La recherche de financement extérieur est devenue un exercice qu'il faut apprendre à maîtriser pour un chef de projet. Et comme le souligne ce sous-directeur de la planification « les chefs de projets ignorent complètement la procédure de recherche de fonds mais ils s'étonnent de ne pas pouvoir obtenir gain de cause »<sup>58</sup>. Il apparaît une dépendance à l'aide extérieure. « L'innovation dans la planification de l'action publique des filières de

---

<sup>55</sup> Entretien n° 17

<sup>56</sup> Entretien n° 12

<sup>57</sup> Entretien n° 10

<sup>58</sup> Entretien n° 26

productions animales et halieutiques réside dans la prise en compte du concept de partenariat public/privé comme le souligne le chef du PROGIRS dont un volet serait consacré à la recherche d'investisseurs privés qui seraient promoteur de la mise en place d'un complexe de production et de transformation laitière, en partenariat avec l'État qui fournirait le domaine foncier »<sup>59</sup>.

#### *II.4- FACTEURS DE MAINTIEN DANS LE STATU QUO*

Parallèlement à la mise place de ce projet et de la recherche d'investisseur et partenaire au développement qui témoignent d'une dynamique institutionnelle, une certaine posture de maintien du statut quo est perceptible. « Quand le projet est en place, étant donné l'absence de culture de rapport annuel, la communauté de projet se complait dans l'immobiliste. En d'autres termes toute nouvelle action n'est pas la bienvenue si elle modifie les privilèges »<sup>60</sup>. Ainsi une crise a éclaté à la suite de l'augmentation des taxes d'abattage à l'abattoir d'Abidjan. Le technicien d'inspection sanitaire nous a révélé « que les chevillards, les bouviers et les bouchers souhaitaient maintenir le statu quo alors que l'État souhaitait moderniser l'abattoir en partenariat public/privé avec un promoteur qui demandait la mise en œuvre d'une activité rentable »<sup>61</sup>. Cette résistance au changement est parfois dû à un manque de qualification des acteurs. En même temps, un responsable de de l'interprofession de petits Ruminants expliquaient que « les bailleurs avaient l'habitude de dire qu'il y avait une pénurie de ressources humaine qualité »<sup>62</sup>; « ce que contestait la Directrice des Productions d'Élevage du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) »<sup>63</sup>. Le manque de compétence et la résistance au changement expliquent aussi le faible niveau d'organisation des éleveurs et autres acteurs des filières. Cela

---

<sup>59</sup> Entretien n° 13

<sup>60</sup> Entretien n° 17

<sup>61</sup> Entretien n° 25

<sup>62</sup> Entretien n° 20

<sup>63</sup> Entretien 29

entraîne « *un problème pour la structuration de l'action publique* » selon Richard BALME<sup>64</sup>.

#### *II.5- RECHERCHE D'UNE CERTAINE AMELIORATION*

Malgré cette complaisance dans le statut quo un besoin de d'amélioration des pratiques est perceptible chez certains acteurs. Même si nous n'avons pas eu d'entretien formel avec des acteurs de la sphère de consommation il nous a été donné de rencontrer au hasard des consommateurs qui recherchaient une qualité d'aliment. La recherche de cette amélioration est surtout perceptible dans la filière avicole.

« La filière avance vers la multiplication des chambres froides pour une conservation amis surtout pour éviter les poulets restent trop longtemps chez les éleveurs en attendant de trouver un marché, ce qui diminue le bénéfice »<sup>65</sup>.

#### *II.6- CONCLUSION*

Ces complémentations à la structuration des filières bovine, porcine et avicole apportent des éléments d'information qui permettent une approche de la rationalité des parties prenantes. A ce stade de notre étude, nous avons une représentation assez pratique des trois filières qui correspond à un certain volume d'informations qui pourraient être appréciées à toutes fins utiles pour un entrepreneur à la recherche d'opportunités.

### **III- FILIERES ET OPPORTUNITES**

#### *III.1- OPPORTUNITES*

---

<sup>64</sup> Boussagnet Laurie, Jacquot Sophie, Ravinet Pauline, Dictionnaire des politiques publiques. 4e édition précédée d'un nouvel avant-propos. Presses de Sciences Po, « Références », 2014, 772 pages. ISBN : 9782724615500

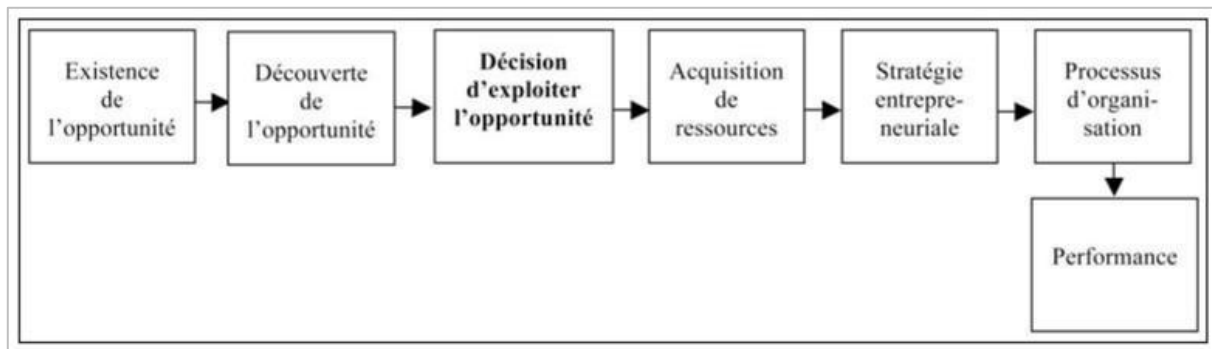
<sup>65</sup> Entretien 23

### III.1.1- Définition et concept de l'opportunité

Nous nous abstenons d'entrer dans la longue liste de définition du concept d'opportunités répertorié par MARIPIER TREMBLAY dans sa thèse de 2010 à l'Université du Québec, à la suite de quoi Il conclut que le concept est la combinaison de plusieurs concepts repris diversement par différents auteurs. Il en déduit la définition suivante : l'opportunité est « *une chance d'introduire sur un marché des produits, services ou processus nouveaux, pouvant mener à la réalisation d'un profit* » (Maripier Tremblay). Nous adoptons cette définition car elle sied bien avec notre cadre d'étude. Nous avons décrit à travers la caractérisation des trois filières de production animales, la dynamique de marché dont la connaissance pourrait faire l'objet d'attention d'entrepreneurs. Une chose est de préciser le concept de l'opportunité, une autre est de savoir comment la détecter. L'auteur précise que pendant la phase de repérage de l'opportunité, elle se présente comme une hypothèse, une idée qui va être évaluée plus tard. Cela fait dire à l'auteur que le processus de détection de l'opportunité est un processus « *par lequel des comportements (délibérés ou non) aboutissent à l'identification d'idée(s) perçue(s) comme des opportunités d'affaires* ». <sup>66</sup>. Shane et Venkataraman, en s'inspirant des travaux de Kirzner, établissent que les opportunités constituaient un paradigme essentiel de l'entrepreneuriat renforçant de fait celui-ci ; Shane établit à ce sujet, un modèle dont les opportunités apparaissent comme des intégrateurs d'un processus qui part de la découverte de l'opportunité à la performance de l'entreprise comme le montre la figure ci-après (voir figure n° 4).

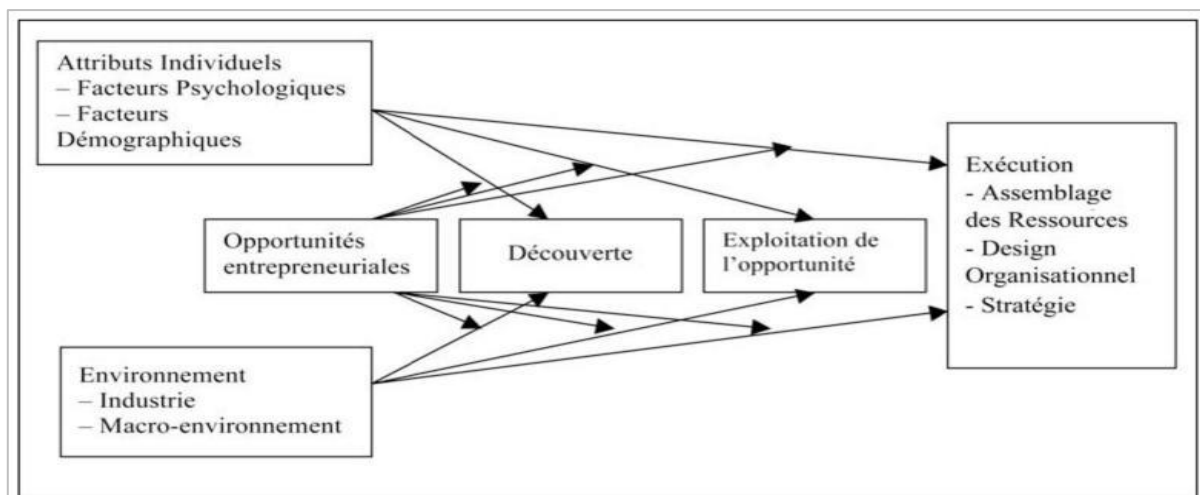
---

<sup>66</sup> MARIPIER TREMBLAY. Identification collective d'opportunités entrepreneuriales : une étude exploratoire. Thèse Université du Québec  
<http://depot-e.uqtr.ca/2100/1/030183080.pdf>  
(Consulté le 01/07/2019)



*Figure n°4 : opportunité phénomène linéaire (source :D Shane, 2003 in Chabaud et Messeghem, 2010)*

Quant à Venkataraman, à la suite de Kirzner, il admet que les opportunités naissent des déficiences du marché ou plus largement des situations de déséquilibres tout en reconnaissant que ses déséquilibres peuvent aussi être d'origine endogène selon l'idée de Schumpeter. Malgré tout, la détection des opportunités est liée à un individu, (l'entrepreneur), dont les décisions sont influencées par plusieurs facteurs dont le marché, les outils utilisés, le comportement des consommateurs et les caractéristiques propres de l'entrepreneur comme le montre la figure n°5 ci-dessous <sup>67</sup>.



<sup>67</sup> Didier Chabaud et Karim Messeghem. Le paradigme de l'opportunité Des fondements à la refondation. Dans Revue française de gestion 2010/7 (n° 206), pages 93 à 112 <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2010-7-page-93.htm> (Consulté le 17/06/2019)

Figure n°5 : l'opportunité dans l'entrepreneuriat (source : Shane, 2003 in Chabaud et Messeghem, 2010)

Parmi les facteurs macro-environnementaux, un groupe est particulièrement intéressant, ce sont les facteurs macroéconomiques dont les principaux indicateurs sont les ressources naturelles, la qualité des institutions, le taux d'imposition des bénéfices des entreprises, la stabilité du taux d'inflation, le taux d'échanges, le Produit Intérieur Brut (PIB) nominal, le PIB/tête d'habitant, la taille de la population le capital humain, le taux de croissance du PIB, le déficit public, la dette publique, les indicateurs doing-business, transparency et le classement Mo Ibrahim pour ne citer que ceux-là sans entrer dans le détail (voir les tableaux 1 et 2 ci-après).

### INFORMATIONS GENERALES

	Pays	Afrique subsaharienne
Superficie (BM, 2017)	322 460 km <sup>2</sup>	24,3 M km <sup>2</sup>
Population (FMI, 2019)	26,27 M	1,023 Mds
Taux d'urbanisation (BM, 2017)	50,3%	39,5%
Croissance démographique (BM, 2017)	2,5%	2,7%
Taux de fertilité (BM, 2017)	4,9 enfants par femme	4,8 enfants par femme
Espérance de vie à la naissance (BM, 2017)	54,1 ans	60,8 ans
Part de la population âgée de moins de 15 ans (BM, 2017)	42,4%	42,7%
Part de la population disposant de moins de 1,90 USD par jour (BM, 2015)	28,2%	41,0% (2015)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2014)	43,9%	64,3% (2016)
Classement IDH (PNUD, 2018)	170/189	-

Tableau n° 1 : Informations générales Cote d'Ivoire (source : SER-Ambassade de France Abidjan)

## PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Pays		Afrique subsaharienne (2019)
	2018	2019	
<b>PIB nominal (FMI, 2019)</b>	43,0 Mds USD	45,2 Mds USD	1 720,7 Mds USD
<b>Part de l'agriculture dans la valeur ajoutée (BM, 2017)</b>		21,6%	15,77%
<b>Part de l'industrie dans la valeur ajoutée (BM, 2017)</b>		24,7%	25,15%
<b>Part des services dans la valeur ajoutée (BM, 2017)</b>		44,9%	52,20%
<b>PIB/hab (FMI, 2019)</b>	1 680,4 USD	1 722,3 USD	1 682,01 USD
<b>Croissance du PIB réel (FMI, 2019)</b>	7,4%	7,5%	3,47%
<b>Taux d'inflation en fin de période (FMI, 2019)</b>	1,1%	2%	8,00%
<b>Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB) (FMI, 2019)</b>	-3,95%	-3,05%	-4,00%
<b>Dettes publiques (en % du PIB) (FMI, 2019)</b>	52,20%	50,92%	49,23%
<b>Dettes publiques externes (en % du PIB) (FMI, 2019)</b>	35,9%	37,0%	23,8%
<b>Solde courant (en % PIB) (FMI, 2019)</b>	-3,39%	-3,02%	-3,69%
<b>Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services) (FMI, 2019)</b>	4,3 mois	4,4 mois	4,9 mois
<b>Classement <i>Doing Business</i> 2019</b>		122/190	-
<b>Classement <i>Transparency International</i> 2018</b>		105/180	-
<b>Classement <i>Mo Ibrahim</i> 2018</b>		22/54	-

Tableau n° 2 : Indicateurs macro-économiques de Côte d'Ivoire (source : SER-Ambassade de France Abidjan)

Pour compléter le tableau nous pouvons ajouter que la part des dépenses agricoles dans le budget national augmente (5,3% en 2016), même s'il reste nettement en dessous des 10% préconisés par les engagements de Malabo de 2014, avec une moyenne cumulée estimée à 123,55 Mds de FCFA (€ 188,54) sur la période 2010-2017.

Intéressons-nous plus particulièrement aux caractéristiques propres de l'entrepreneur en tant qu'individu. Ils sont la résultante de différents facteurs d'influence que nous allons succinctement décrire pour comprendre. D'abord le facteur connaissance qui définit le niveau d'éducation de l'entrepreneur : un niveau de connaissance élevée favorise la détection des opportunités. De la même manière le facteur vigilance de l'individu qui représente son état d'esprit est favorable à l'identification des opportunités. Ensuite, le facteur personnalité propre déterminé par son état cognitif est un facteur d'influence positif. En outre, une capacité de créativité élevée est aussi un facteur qui facilite l'identification. Mais avant cela, le mode d'apprentissage combiné avec le volume de connaissance est un atout pour appréhender plus efficacement les opportunités. Enfin, et c'est le facteur qui nous intéresse le plus pour notre étude, le

capital social et les réseaux sociaux ; ils constituent un facteur non négligeable pour augmenter la capacité de l'entrepreneur à repérer les opportunités. Les réseaux sociaux en augmentant la circulation des informations augmentent le partage de celles-ci et pallient à la limitation de la capacité cognitive de l'entrepreneur-membre du réseau. Les informations à l'intérieur du réseau sont plus fiables pour le membre d'un réseau et peuvent augmenter la créativité et la vigilance de celui-ci.<sup>68</sup>

### III.1.2- Réseaux et opportunités

Pour aborder cette partie de l'étude, nous sommes partie de la définition du capital social de Pierre Bourdieu qui affirme que « *le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interconnaissance ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles. Ces liaisons sont irréductibles aux relations objectives de proximité dans l'espace physique (géographique) ou même dans l'espace économique et social parce qu'elles sont fondées sur des échanges inséparablement matériels et symboliques dont l'instauration et la perpétuation supposent la re-connaissance de cette proximité* » (Bourdieu, 2006). Il est constitué de réseaux dont l'étendue et la densité détermine ses effets multiplicateurs sur l'individu membre<sup>69</sup>. C'est sur cette approche sociologique que Chabaud et Ngijol ont procédé à une<sup>70</sup> analyse sur l'effet des réseaux sur la propension de l'entrepreneur à

---

<sup>68</sup> Ngijol Joseph, « Israel M. Kirzner : les opportunités au cœur de la dynamique entrepreneuriale », Revue de l'Entrepreneuriat, 2015/4 (Vol. 14), p. 99-115. DOI : 10.3917/entre.144.0099. URL : <https://www.cairn.info/revue-de-l-entrepreneuriat-2015-4-page-99.htm> (Consulté le 29/06/2019)

<sup>69</sup> Bousaguet Laurie, Jacquot Sophie, Ravinet Pauline, Dictionnaire des politiques publiques. 4e édition précédée d'un nouvel avant-propos. Presses de Sciences Po, « Références », 2014, 772 pages. ISBN : 9782724615500

<sup>70</sup> Ngijol Joseph, « Israel M. Kirzner : les opportunités au cœur de la dynamique entrepreneuriale », Revue de l'Entrepreneuriat, 2015/4 (Vol. 14), p. 99-115. DOI : 10.3917/entre.144.0099. URL : <https://www.cairn.info/revue-de-l-entrepreneuriat-2015-4-page-99.htm> ( Consulté le 29/06/2019)



identifier les opportunités d'affaires. Ils commencent par admettre que bien que la décision finale lui revienne, la détection de l'opportunité est influencée par les échanges continus avec son entourage, ce qui montre bien que l'entrepreneuriat est conditionné positivement ou négativement par la société. Ils se posent alors la question de savoir comment le réseau entraîne-t-il une meilleure capacité de perception des opportunités de l'entrepreneur ? La première réponse est que les liens faibles, c'est-à-dire des contacts ponctuels, favorisent plus la détection d'un emploi par rapport au liens forts (par exemple les amis, la famille). Par extension ils indiquent que la nature des réseaux et les liens entre eux influencent fortement leur fonctionnement et leurs effets. Ensuite, ils révèlent que les réseaux sociaux interviennent également dans l'évaluation post-détection de l'opportunité afin de la valider avant sa mise en œuvre. Cette évaluation constitue une forme « de murissement » à la suite de confrontations entre idée et projet d'opportunité. Enfin les auteurs soulignent que l'accès à des informations et à des avis supplémentaires à travers des liens faibles et des liaisons entre deux réseaux différents (trou structurel de Burt) favorise la détection alors que la validation fait appel à des relations dans un cadre de confiance pour des informations fiables. Cela demande une attention particulière pour le choix ou la constitution de réseaux qui vont aider l'entrepreneur dans la détection, la validation et même la mise en œuvre de son projet.<sup>71</sup> La figure ci-dessous (voir figure n° 6) citée par les auteurs indique bien l'avantage à utiliser les « trou de Burt ». Les trous de Burt sont définis comme une absence de relation entre deux réseaux équivalents (redondants). Un entrepreneur qui appartient à deux réseaux redondants tire un grand bénéfice de cette situation. La conclusion qu'en tire Ronald Burt et repris par nos auteurs, est que l'entrepreneur qui possède (après) plusieurs « trous structurels de Burt » a un capital social plus avantageux par rapport à un autre qui en a moins (avant) mais avec le même volume de capital social <sup>72</sup>. Au fil du temps, l'entrepreneur va donc

---

<sup>71</sup> Chabaud, D. & Ngijol, J. (2005). La contribution de la théorie des réseaux sociaux à la reconnaissance des opportunités de marché. *Revue internationale P.M.E.*, 18 (1), 29–46.  
<https://doi.org/10.7202/1008469ar>

<https://www.erudit.org/fr/revues/ipme/2005-v18-n1-ipme5006295/1008469ar.pdf>

<sup>72</sup> Burt, Ronald S., *Structural Holes: The Social Structure of Competition* (1992). University of Illinois at Urbana-Champaign's Academy for Entrepreneurial Leadership Historical Research Reference in Entrepreneurship. Available at SSRN

choisir ses contacts, ses réseaux, de façon plus pertinente. Parmi ses contacts, les réseaux de service public pourraient être des candidats potentiels à conditions que ceux-ci soient dans une configuration de réseau les disposant à être dans le capital social de l'entrepreneur. C'est sous cet angle que le concept d'opportunité en dualité avec l'entrepreneuriat rejoint notre questionnement. Les trois filières que vous avons examinées présentent-elles des opportunités pour les entreprises agro-alimentaires françaises ? Prise dans le sens que nous venons de développer, c'est une question à trop large pour cette étude et qui nécessiterait des prolongements. Par contre, nous pouvons ouvrir la réflexion sur la question suivante. Comment l'action publique peut s'inscrire dans le renforcement de la capacité des entrepreneurs à identifier des opportunités dans ces filières telles qu'elles se présentent ? Tel est le sens de cette dernière partie de l'étude.

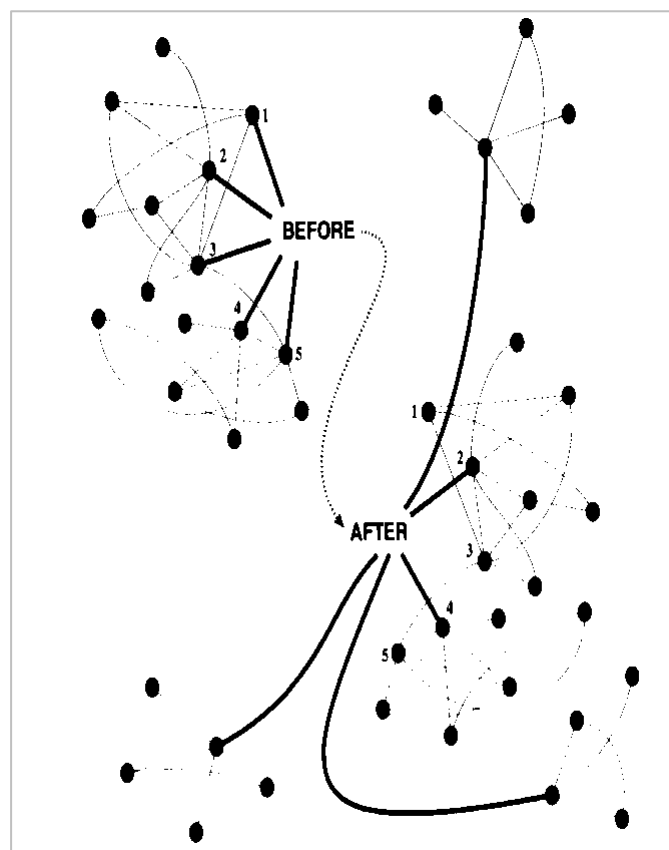


Figure n° 6 : analyse comparative des réseaux (source : Burt, 1993 in Chabaud et Ngijol, 2005)

### *III.2- AIDE A LA DETECTION ET A L'EVALUATION DES OPPORTUNITES*

#### III.2.1- Le réseau des Conseillers des Affaires Agricoles

« Allo, j'aimerais créer un complexe d'élevage et de production de viande au ranch de la Marahouhé, est-ce que vous pourriez me recevoir »<sup>73</sup> ainsi a commencé la prise de rendez-vous pour un entretien avec un entrepreneur français en contrôle qualité de la succursale d'une société de droit français qui aurait identifié une opportunité. Il s'adresse alors au Pôle Régional des Affaires Agricoles de l'Ambassade de France. Au cours de l'entretien, qui a fait suite à ce coup de fil, il est apparu qu'au-delà des questions d'ordre administratifs et financières, nous avons senti qu'il y avait aussi une demande d'éléments supplémentaires techniques pour permettre à notre interlocuteur d'aller plus loin dans son idée. Ce ne fut pas le seul à nous appeler avec ce même type d'intérêt : un autre voulait vendre des boucles auriculaires pour l'identification animale, aussi une troisième personne nous a consulté pour la production laitière dans le centre du pays etc... Ces sollicitations dans des domaines variés sont le quotidien ordinaire du service. Les réponses à ces sollicitations sont-elles pertinentes ? Ce n'est ni le lieu ni l'objectif de cette étude. Toujours est-il que l'amélioration des réponses aux demandes s'inscrit bien dans les stratégies qui sous-tendent le Plan Stratégique 2018-2022 pour le Développement des Exportations et l'Internationalisation des Filières Agricoles et Agroalimentaires, Forêt-Bois et des Bio-Sourcés que nous allons nommer Plan Stratégique pour la clarté de l'exposé. Ce Plan Stratégique dont nous avons parlé, en introduction contient des dispositions multiples. Il s'agit notamment de solliciter fortement la contribution des réseaux institutionnels pour la production et la circulation efficace d'une information pertinente, une information basée sur des

---

<sup>73</sup> Entretien n° 36

analyses approfondies et coordonnées de situations régionales, nationales et internationales avec une attention particulière portée sur les anticipations internationales et les opportunités. Au niveau régional, le Plan Stratégique prévoit la création d'un guichet unique à l'export mais surtout la consolidation des missions du réseau des référents et correspondants alimentaires régionaux. Il est même envisagé la création d'un poste en Direction Régionale de l'Agriculture de l'Agriculture et de Forêt (DRAAF) dédié à l'exportation dont une expérimentation est en cours à la DRAAF de la région Occitanie. Cette organisation régionale devrait s'articuler avec ce qui est prévu au niveau national où il est question de création de plate-forme numérique qui regrouperait toutes les parties prenantes et qui gèrerait la cartographie de tous les services et qui serait mis à la disposition des guichets uniques. Les publications du bimensuel Objectif Agro International s'insèrent dans ce dispositif. Elles reprennent principalement les informations par régions mondiales collectées par les Conseillers aux Affaires Agricoles (CAA) et reflètent l'ensemble de leurs missions de diplomatie économique agricole française. Le Plan prévoit un renforcement ces missions des CAA repartis dans l'ensemble des régions du monde, des incitations à la création des clubs agros dans ces régions et la capitalisation puis diffusion de l'ensembles des documents d'informations.

Nous retenons de tout cela que le Plan Stratégique prévoit une meilleure gestion des informations en provenance et vers les entreprises concernées par l'exportation. Cela passe par une amélioration de la qualité de recueil des informations, une concertation efficace et une organisation de régulation plus solide. En cela, les réseaux constituent un bon maillon de l'organisation. Seulement comme dit Mark Thatcher « *en utilisant [...] des théories de choix rationnel, les réseaux ont été analysés comme des institutions en ce qui concerne leur capacité à établir des règles et des schémas de relations sociales durables pour les interactions dans le processus de politique publique (en réduisant l'incertitude et les coûts de transaction et en favorisant le développement de relations de relation de confiance qui facilitent les échanges)* ». Dans le champ d'action qui nous occupe, la multiplicité des réseaux serait bénéfique aux vues de ce que nous a révélé plus haut Ronald Burt mais compte tenu de ce que dit Mark Thatcher, la complexité des réseaux rend leur collaboration d'autant plus

difficile qu'ils sont géographiquement dispersés <sup>74</sup> et parfois techniquement très éloignés. Devant cette situation, on constate que le consensus se fait autour de la production d'un ensemble de données et sa diffusion vers les entreprises. La manière de la constituer, son contenu et sa présentation ne nous ont pas paru évidente mais peu importe. Le plan apparaît finalement comme un instrument créé à la suite d'une mobilisation des producteurs agricoles si nous nous référons à l'approche de mise à l'agenda des politiques décrit par Bruno Pallier et Yves Surel <sup>75</sup>. Le Plan Stratégique prévoit entre autres une plate-forme numérique dont le but est de fédérer l'ensemble des réseaux autour d'un recueil d'une source d'informations qui pourrait servir de dispositif matériel. Ce dispositif est ce que Pierre Lascoumes appelle un micro-instrument d'action ou un dispositif technique d'un instrument.

### III.2.2- L'outil de diffusion des réseaux comme instrument

Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès définissent l'instrument d'action publique comme « un dispositif technique à vocation générique porteur d'une conception concrète du rapport politique/société et soutenu par une conception de la régulation ». Pour ces auteurs, cette définition s'efforce d'une part à répondre aux interrogations sur les possibilités de distinction entre les instruments et les buts poursuivis et de déterminer les caractéristiques des instruments. Nous nous sommes intéressés à leur analyse sur les instruments pour montrer l'intérêt que nous avons à considérer la mise en place l'outil de base de données comme un instrument. Ils indiquent qu'un instrument d'action publique constitue un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et les destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur. Par exemple dans le cas qui nous occupe la base de données crée la confiance entre

---

<sup>74</sup> Boussaguet Laurie, Jacquot Sophie, Ravinet Pauline, Dictionnaire des politiques publiques. 4e édition précédée d'un nouvel avant-propos. Presses de Sciences Po, « Références », 2014, 772 pages. ISBN : 9782724615500.

<sup>75</sup> Palier Bruno, Surel Yves, « Les « trois I » et l'analyse de l'État en action », Revue française de science politique, 2005/1 (Vol. 55), p. 7-32. DOI : 10.3917/rfsp.551.0007. URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2005-1-page-7.htm>  
(Consulté le 25/04/2019)

l'entrepreneur et le réseau. Une fois mis à en œuvre, les instruments ne sont pas des dispositifs neutres, ils produisent des effets spécifiques indépendants des objectifs poursuivis et structurent l'action publique. Patrick Le Gales et Pierre Lascoumes définissent les effets propres des instruments en s'inscrivant dans les travaux de certains sociologues tels que North, Fligstein et Desrosières. Selon North, les instruments déterminent en partie la manière dont les acteurs se comportent et créent des incertitudes sur les effets des rapports de force ; ils conduisent à privilégier certains acteurs et intérêts et en écartent d'autres puis contraignent les acteurs et leur offrent des ressources enfin véhiculent une représentation des problèmes (North, 1990). En effet, les instruments produisent des effets spécifiques indépendants des objectifs affichés et structurent l'action publique selon une logique qui leur appartient. Dans le cas qui nous occupe, le fonctionnement de la base d'information est un outil d'intérêt qui permet une certaine collaboration entre les réseaux. Les instruments ne sont pas inertes, mais détiennent une force d'action propre et tendent à produire des effets originaux et parfois inattendus (Alain Desrosières, 1984). Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès indiquent que la création d'instruments d'action publique peut servir de révélateurs de transformation profonde de l'action publique, de son sens, de son cadre cognitif et normatif et de ses résultats. Ils en concluent que dans un contexte politique où prévalent les grands flous idéologiques et où la différenciation des programmes et discours s'avère de plus en plus difficile, on peut considérer que c'est aujourd'hui par les instruments d'action publique que se stabilisent les représentations communes sur les enjeux sociaux et que l'espace public est structurée et que les acteurs politiques ou sociaux maintiennent leur légitimité<sup>76</sup>

### III.2.2- Conclusion

A la fin de cette deuxième partie de nos réflexions, nous avons abouti au fait qu'il existait plusieurs réseaux au sein de du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation dont un des principaux est le réseau des quarante-deux conseillers des affaires

---

<sup>76</sup> Lascoumes Pierre, Le Galès Patrick, Gouverner par les instruments. Presses de Sciences Po, « Académique », 2005, 370 pages. ISBN : 9782724609492

agricoles à travers le monde dont les missions ont été renforcés et qui ont pour vocation entre autres de collecter des données sur les activités agricoles et agroalimentaires dans leurs régions respectives afin d'alimenter une base de données qui constitue un instrument de politique publique. De ce fait, il a un caractère consensuel et traduit la mise en place d'innovation dans l'action publique mais aussi une facilitation de la coordination de la collaboration entre les acteurs constitués ou non en réseaux. Enfin cet instrument crée un cadre de confiance dont les entrepreneurs ont besoin.

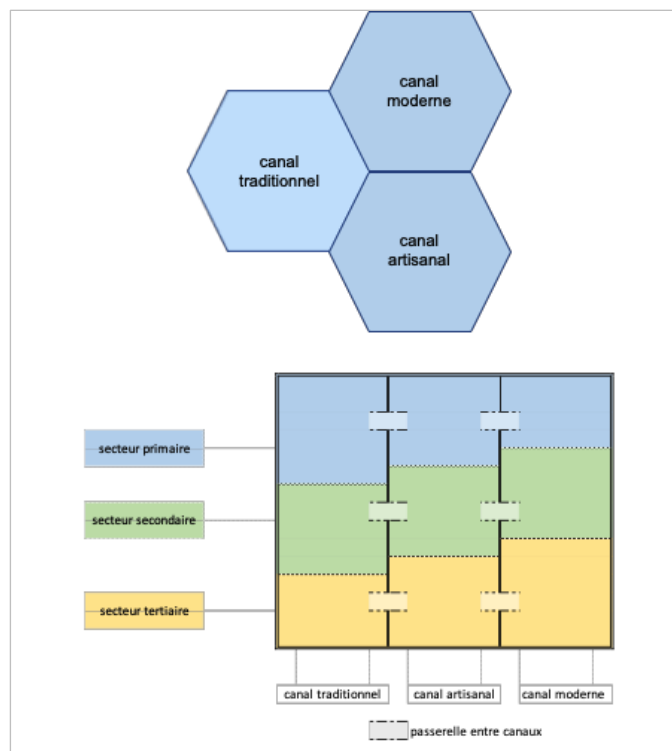
## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'action publique d'appui des entreprises agricoles et agroalimentaires telle que nous l'avons décrite concerne essentiellement les TPE/PME. Ce sont des entreprises où l'individualité de l'entrepreneur est encore forte dans les prises de décision y compris les décisions d'identification des opportunités<sup>77</sup>. Il s'avère donc important que son accès au circuit de l'information pertinente soit facile et que sa capacité de détection ait été accru au préalable. Cela passe d'abord par les effets d'innovation politique et de consensus que présente cette base de données prise comme un instrument de politique publique. Ces effets de l'instrument sont un gage d'attractivité de l'entrepreneur qui y trouvera un cadre de confiance pour la validation de son projet. Mais ce n'est pas suffisant pour aider l'entrepreneur ; il faut en plus que le contenu de la base de données lui fournisse des éléments compréhensibles et exploitables selon sa rationalité propre. C'est le challenge qui incombe à la collecte de données sur le terrain au niveau national et au niveau international. Certes l'entrepreneur utilise des données transversales qui sont produites par des réseaux extérieurs au domaine agricole et agroalimentaire mais en ce qui concerne les filières de production animale, l'information spécifique doit être

---

<sup>77</sup> Palier Bruno, Surel Yves, « Les « trois I » et l'analyse de l'État en action », Revue française de science politique, 2005/1 (Vol. 55), p. 7-32. DOI : 10.3917/rfsp.551.0007. URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2005-1-page-7.htm>  
(Consulté le 25/04/2019)

pertinente. C'est dans cette optique que nous avons décrit, sans nécessairement étaler les détails, les piliers qui soutiennent la dynamique de ces filières. Nous avons retenu que chacune des trois filières comportait trois branches que nous pourrions renommer ici des canaux : un canal traditionnel familial essentiellement dédié à la consommation de proximité dont le volet commercial est réduit ; un canal artisanal bâti autour d'un modèle commercial de proximité avec des acteurs bien définis ; un canal moderne dont la recherche du profit est le moteur de développement. Chaque canal est bien sûr calqué sur l'architecture générale des filières à savoir un secteur primaire autour de la production, un secteur secondaire autour du transfert et un secteur tertiaire autour de la distribution. Il existe des passerelles plus ou larges entre ces trois canaux en fonction des secteurs.



**Figure n°7** : représentation simplifiée d'une filière de production animale en Côte d'Ivoire (source : auteur)

Les passerelles entre canaux sont importantes dans le contexte ivoirien. Par exemple en matière sanitaire le canal traditionnel peut fragiliser les deux autres canaux mais en même temps il est indispensable pour assurer l'équilibre alimentaire et la structure



du milieu rural. Le canal artisanal est important pour l'ajustement du pouvoir d'achat d'une frange non négligeable de la population qui en fait pratique généralement une deuxième activité. Le canal moderne tire sa force de l'urbanisation galopante du pays mais sa nécessité de rentabilité et de croissance l'oblige parfois à faire appel aux deux autres canaux par exemple en utilisant leur circuit de commercialisation. C'est un équilibre à trouver d'autant plus difficile que l'organisation interprofessionnelle au sein de toute la filière est peu performante. A cela s'ajoute une régulation institutionnelle pas assez efficace et dont le point faible est le manque de ressources financières minimum pour ces actions régaliennes et incitatives. Sans revenir sur les forces et faiblesses, l'inorganisation des professionnels et la faible régulation institutionnelle ont des effets différents sur les trois filières. La filière bovine manque de canal moderne solide ce qui déséquilibre la production laitière et ne permet pas de tirer l'ensemble vers un développement soutenu. La filière porcine arrive à la croisée des chemins où le canal moderne se met en place et cela ne tient qu'à quelques années. Dès que cela sera fait la réorganisation de l'interprofession devrait permettre une croissance plus forte. Entre les deux se trouve la filière avicole qui bénéficie d'un canal moderne très fort mais sur le plan sanitaire a besoin de la puissance de l'État.

Cette dynamique des filières évolue dans le temps avec la conjoncture du pays à savoir l'environnement macro mais aussi en fonction de leurs spécificités internes. Dans le cadre de notre étude, le service du Conseiller des Affaires Agricoles suit de très près cette évolution et peut à tout moment fournir l'information pour alimenter la base de données conformément à ses missions. Notre temps de présence fut bref et nous nous sommes heurtés à la difficile collecte des données ainsi qu'au manque de disponibilité d'acteurs qui interviennent dans les filières. Mais un temps plus long permettrait de contourner ce handicap et d'apprécier plus finement la dynamique des filières. Ce qui est surtout important, c'est de définir une grille de collecte de données terrain qui permettrait d'être rapidement renseignée et d'aider à faire des rapports

exploitables par les entrepreneurs. Certes ce serait une transformation à la marge mais elle pourrait avoir à la longue, un impact sur la méthodologie <sup>78</sup>.

---

<sup>78</sup> Palier Bruno, Surel Yves, « Les « trois I » et l'analyse de l'État en action », Revue française de science politique, 2005/1 (Vol. 55), p. 7-32. DOI : 10.3917/rfsp.551.0007.

URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2005-1-page-7.htm>  
(Consulté le 25/04/2019)

## BIBLIOGRAPHIE

AFD. Note de communication publique d'information : République de Côte-d'Ivoire, Programme Filières agricoles durables de Côte-d'Ivoire (FADCI)

AFD. Note de communication publique d'opération Côte d'Ivoire/Afrique : Promotion de la transition agro-écologique par le Conseil Régional du Worodougou, en Côte d'Ivoire, sur des espaces fonciers sécurisés.

AFD. Note de communication publique d'opération République de Côte d'Ivoire : CCI 1368, Projet d'accélération de la relance des filières agricoles

Agence Belge pour le Commerce Extérieur. République de Côte d'Ivoire  
[https://www.abhace.be/sites/default/files/studies/files/ivoorkust\\_landenstudie\\_fr\\_def.pdf](https://www.abhace.be/sites/default/files/studies/files/ivoorkust_landenstudie_fr_def.pdf) [consulté le 18/06/2019]

ALKER HR., PARADEISE C., PADIOLEAU JG. Le comportement directeur (Directive Behavior). Essai sur l'orientation que devrait prendre la formalisation dans les sciences sociales. In: Revue française de sociologie, 1970, numéro spécial. Analyse de systèmes en sciences sociales (I) pp. 99-122.  
[www.persee.fr/doc/rfsoc\\_0035-2969\\_1970\\_hos\\_11\\_1\\_1604](http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1970_hos_11_1_1604) [consulté le 17/06/2019]

ANDRIAMANALINA BS., BURNOD P., ANDRIANIRINA RR. « De la crise politique aux échecs des projets d'investissements agricoles à grande échelle », Afrique contemporaine, 2014/3 (n° 251), p. 152-154. DOI : 10.3917/afco.251.0152.  
<https://www-cairn-info.inshs.bib.cnrs.fr/revue-afrique-contemporaine-2014-3-page-152.htm> [consulté le 28/06/2019]

BAD. COTE D'IVOIRE, DEPARTEMENT ECONOMIES PAYS - ECCE DIRECTION GENERALE AFRIQUE DE L'OUEST – RDGW Septembre 2018. DOCUMENT DE

## STRATEGIE PAYS (DSP 2018-2022) COMBINE AVEC LA REVUE DE LA PERFORMANCE DU PORTFE

[https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/COTE\\_D\\_IVOIRE\\_-\\_DSP\\_2018-2022\\_et\\_RPPP\\_2018.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/COTE_D_IVOIRE_-_DSP_2018-2022_et_RPPP_2018.pdf) [consulté le 01/06/2019]

BAD. Perspectives économiques en Afrique 20

[https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO\\_2019-FR.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO_2019-FR.pdf) [consulté le 01/06/2019]

[https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.DDAY?end=2015&locations=1W-CI&name\\_desc=false&start=1981&view=chart](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.DDAY?end=2015&locations=1W-CI&name_desc=false&start=1981&view=chart) [consulté le 02/06/2019]

BAD. Perspectives économiques en Afrique 2019

[https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO\\_2019-FR.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO_2019-FR.pdf) [consulté le 02/06/2019]

BAKAYOKO KV. FAO, revue des filières bétail/viande et lait et des politiques qui les influence en Côte d'Ivoire, 2016.

BANTMAN P. « Le concept de réseau », VST - Vie sociale et traitements, 2004/1 (no 81), p. 18-19. DOI : 10.3917/vst.081.0018. <https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2004-1-page-18.htm> [consulté le 30/05/2019]

BON V., VAN DER YEUGHT C. « Responsabilité sociétale de l'entrepreneur : les paradigmes de l'entrepreneuriat revisités », Revue de l'organisation responsable, 2019/1 (Vol. 14), p. 5-20. DOI : 10.3917/ror.141.0005. <https://www-cairn-info.inshs.bib.cnrs.fr/revue-de-l-organisation-responsable-2019-1-page-5.htm> [consulté le 28/06/2019]

BOURDIEU P. « Le capital social. Notes provisoires », dans : Antoine Bevort éd., Le capital social. Performance, équité et réciprocité. Paris, La Découverte, «

Recherches/MAUSS », 2006, p. 29-34. URL : <https://www.cairn.info/le-capital-social--9782707148049-page-29.htm> [consulté le 26/06/2019]

BOUSSAGUET L., JACQUOT S., RAVINET P. Dictionnaire des politiques publiques. 4e édition précédée d'un nouvel avant-propos. Presses de Sciences Po, « Références », 2014, 772 pages. ISBN : 9782724615500.

BOUTRAIS J. « Du pasteur au boucher : le commerce du bétail en Afrique de l'Ouest et du Centre », *Autrepart*, 2001/3 (n° 19), p. 49-70. DOI : 10.3917/autr.019.0049. URL : <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2001-3-page-49.htm><https://www.cairn.info/revue-autrepart-2001-3-page-49.htm> [consulté le 20/06/2019]

BURT RS. *Structural Holes: The Social Structure of Competition* (1992). University of Illinois at Urbana-Champaign's Academy for Entrepreneurial Leadership Historical Research Reference in Entrepreneurship. Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=1496205>; <http://personal.stevens.edu/~jbao/BIA658A/Session5/burt.pdf> [consulté le 30/06/2019]

CAMPANA Aurélie : la construction des problèmes publiques en Europe. Émergence, formulation et mise en instruments

CHABAUD D., MESSEGHEM K. Le paradigme de l'opportunité Des fondements à la refondation. Dans *Revue française de gestion* 2010/7 (n° 206), pages 93 à 112 <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2010-7-page-93.htm> [consulté le 17/06/2019]

CHABAUD D., NGIJOL J. (2005). La contribution de la théorie des réseaux sociaux à la reconnaissance des opportunités de marché. *Revue internationale P.M.E.*, 18 (1), 29–46. <https://doi.org/10.7202/1008469ar> <https://www.erudit.org/fr/revues/ipme/2005-v18-n1-ipme5006295/1008469ar.pdf>

CHAUVEAU JP., IMZON JP. Sociologues ORSTOM. Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte d'Ivoire.

COGNEAU D., MESPLE-SOMPS S., ROUBAUD F. Côte d'Ivoire : histoires de la crise. Dans *Afrique contemporaine* 2003/2 (n° 206), pages 5 à 12

Cohérence des politiques commerciales avec le développement : le cas de l'accord de partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest (82)

CORNIAUX C.\*, BONFOH B. DIALLO A., POCCARD-CHAPUIS R., VIAS G.  
Réseaux de collecte et de distribution du lait dans les villes d'Afrique soudano-sahélienne  
[https://www.researchgate.net/publication/317080055\\_Reseaux\\_de\\_collecte\\_et\\_de\\_distribution\\_du\\_lait\\_dans\\_les\\_villes\\_d'Afrique\\_soudano-sahelienne](https://www.researchgate.net/publication/317080055_Reseaux_de_collecte_et_de_distribution_du_lait_dans_les_villes_d'Afrique_soudano-sahelienne) [consulté le 15/05/2019]

COULIBALY D. Changements sociotechniques dans les systèmes de production laitière et commercialisation du lait en zone péri-urbaine de Sikasso, Mali. Thèse dirigée par Bernard FAYE et Charles Henri MOULIN, Soutenue le 03 septembre 2008

CROZIER M., Auteur du texte ; TILLIETTE B., Auteur du texte  
Bibliothèque nationale de France, département Philosophie, histoire, sciences de l'homme, 2000-94815, 2000. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4806939j>  
[consulté le 02/06/2019]

DE SOUSA J., LOCHARD J. « Histoire coloniale et commerce international », *Revue économique*, 2009/3 (Vol. 60), p. 635-645. DOI : 10.3917/reco.603.0635.  
URL : <https://www-cairn-info.inshs.bib.cnrs.fr/revue-economique-2009-3-page-635.htm> [consulté le 28/06/2019]

DELOITTE. La consommation en Afrique : le marché du XXI<sup>e</sup> siècle  
[https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/fpc/Documents/secteurs/consumer-business/deloitte\\_consommation-en-afrique\\_juin-2015.pdf](https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/fpc/Documents/secteurs/consumer-business/deloitte_consommation-en-afrique_juin-2015.pdf) [consulté le 30/05/2019]

DUMONT B., DUPRAZ P., AUBIN J., BENOIT M., CHATELLIER V., et al.. Rôles, impacts et services issus des élevages en Europe. Synthèse de l'expertise scientifique collective. [Contrat] auto-saisine. 2016, 127 p. hal-01595470.  
<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01595470> [consulté le 02/06/2019]

Élevage et marché régional au Sahel et en Afrique de l'Ouest Potentialités et défis  
Étude réalisée dans le cadre du partenariat entre la Commission de la CEDEAO et le Secrétariat du CSAO/OCDE sur l'avenir de l'élevage au Sahel et en Afrique de l'Ouest  
<https://www.oecd.org/fr/csao/publications/40279092.pdf> [consulté le 07/06/2019]

FAM (MAEI) / janvier 2019, Trame de Cahier des Charges : Side events à l'occasion du Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan

FAM, PROJET, Commission Internationale Groupe Pays : Plan d'actions

FAM. Production animale et contractualisation : histoire et enjeux. Juillet 2011.  
[https://www.google.com/search?source=hp&ei=L8fXeC\\_K83YwQLeuoqYDw&q=France+agrimer%2C+PRODUCTION+ANIMALE+ET+CONTRACTUALISATION+%3A+histoire+et+enjeux&oq=France+agrimer%2C+PRODUCTION+ANIMALE+ET+CONTRACTUALISATION+%3A+histoire+et+enjeux&gs\\_l=psy-ab.3...3309.21320..23735...1.0..0.151.2302.0j18.....0....1j2..gws-wiz.....0..0i131j0.33FVJvKEwlo](https://www.google.com/search?source=hp&ei=L8fXeC_K83YwQLeuoqYDw&q=France+agrimer%2C+PRODUCTION+ANIMALE+ET+CONTRACTUALISATION+%3A+histoire+et+enjeux&oq=France+agrimer%2C+PRODUCTION+ANIMALE+ET+CONTRACTUALISATION+%3A+histoire+et+enjeux&gs_l=psy-ab.3...3309.21320..23735...1.0..0.151.2302.0j18.....0....1j2..gws-wiz.....0..0i131j0.33FVJvKEwlo) [consulté le 12/04/2019]

FAM(MAEI) / janvier 2019, Trame de Cahier des Charges : Étude sur les segments amont et aval du marché ivoirien

FAO. La sécurité sanitaire des aliments est l'affaire de tous  
<https://www.who.int/fr/news-room/detail/06-06-2019-food-safety-is-everyones-business> [consulté le 14/06/2019]

FAO. Outil d'évaluation des systèmes de surveillance (SET) REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE : 11-20 DECEMBRE 2017

FAO. REVUE DES DEPENSES PUBLIQUES AGRICOLES Sécurité alimentaire et nutritionnelle en Côte d'Ivoire. Rapport final. Août 2018

FAO.REVUE DES DEPENSES PUBLIQUES AGRICOLES. Sécurité alimentaire et nutritionnelle en Côte d'Ivoire

HASSENTEUFEL P. Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics. Caisse nationale d'allocations familiales/ « informations sociales », 2010/ n° 157/ pages 50 à 58. <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2010-1-page-50.htm> [consulté le 17/07/2019]

Hill Michael et Hupe Peter. Implementing Public Policy Thousand oaks

[http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Analyse\\_1291810.pdf](http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Analyse_1291810.pdf) [consulté le 09/05/2019]

<http://www.banquemondiale.org/fr/country/cotedivoire/overview> [consulté le 30/05/2019]

<http://www.fao.org/cote-divoire/fao-en-cote-divoire/le-pays-en-un-coup-doeil/fr/> [consulté le 13/05/2019]

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS> [consulté le 03/06/2019]



<https://donnees.banquemondiale.org/pays/cote-d%27ivoire> [consulté le 02/06/2019]

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Côte\\_d%27Ivoire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Côte_d%27Ivoire) [consulté le 26/05/2019]

[https://www.abhace.be/sites/default/files/studies/files/ivoorkust\\_landenstudie\\_fr\\_def.pdf](https://www.abhace.be/sites/default/files/studies/files/ivoorkust_landenstudie_fr_def.pdf) [consulté le 01/06/2019]

<https://www.agenceecofin.com/commerce/0605-65877-la-cote-divoire-a-enregistre-le-plus-important-excedent-commercial-agricole-sur-le-continent-en-2018> [consulté le 09/05/2019]

[https://www.agenceecofin.com/sante/0706-66790-chaque-annee-91-millions-dafricains-consomment-des-aliments-contamines-qui-les-rendent-malades-oms?utm\\_source=newsletter\\_10411&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=ecofin-agro-10-06-2019](https://www.agenceecofin.com/sante/0706-66790-chaque-annee-91-millions-dafricains-consomment-des-aliments-contamines-qui-les-rendent-malades-oms?utm_source=newsletter_10411&utm_medium=email&utm_campaign=ecofin-agro-10-06-2019) [consulté le 14/06/2019]

<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2010-7-page-93.htm?contenu=article> [consulté le 17/06/2019]

<https://www.jeuneafrique.com/mag/581547/economie/export-la-filiere-avicole-prend-son-envol/> [consulté le 08/05/2019]

[https://www.who.int/foodsafety/foodborne\\_disease/maladies-alimentaires-afrique.pdf?ua=1](https://www.who.int/foodsafety/foodborne_disease/maladies-alimentaires-afrique.pdf?ua=1) [consulté le 16/06/2019]

HUGON P. (1985). Dépendance alimentaire et urbanisation en Afrique : un essai d'analyse mesodynamique en termes de filières, In : Bricas N. (ed.), Courade Georges (ed.), Coussy J. (ed.), Hugon P. (ed.), Muchnik J. (ed.) Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne. Paris : L'Harmattan, 23-46. (Villes et Entreprises) ISBN 2-85-802-562-X

[http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers18-02/23912.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers18-02/23912.pdf)  
[consulté le 13/05/2019]

ICKOWICZ A., BAH A., BOMMEL P., CHOISIS JP. Choisis, ETIENNE M., et al..  
Facteurs de transformation des systèmes d'élevage extensifs des territoires : étude comparée des dynamiques locales sur trois continents. Cahiers Agricultures, EDP Sciences, 2010, 19 (2), pp.127-134.10.1684/agr.2010.0382. hal-01388001

Investissements directs étrangers au Gabon », Marché et organisations, 2011/2 (N° 14), p. 57-95. DOI : 10.3917/maorg.014.0057. URL :  
<https://www.cairn.info/revue-marche-et-organisations-2011-2-page-57.htm>

JULIEN PA., LACHANCE R., MORIN M., « Signaux forts et signaux faibles : une enquête sur les liens réticulaires dans les PME dynamiques », Géographie, économie, société, 2004/2 (Vol. 6), p. 179-201. DOI : 10.3166/ges.6.179-201. URL : <https://www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2004-2-page-179.htm>.  
[consulté le 30/05/2019]

KONE S. 2008. Étude du sous-secteur de l'aviculture familiale, Thérèse DANHO (FAO,2008). Revue du secteur avicole. Document développé sur la base des rapports suivants : Étude du secteur avicole en Côte d'Ivoire, structure, importance et perspectives. Cas de l'aviculture semi-industrielle. <http://www.fao.org/3/a-ak072f.pdf> [consulté le 30/05/2019]

L'économie du savoir et les opportunités du numérique. Revue de l'OCDE sur le développement, 2002/1 (no 3), p. 181-197. URL : <https://www-cairn-info.inshs.bib.cnrs.fr/revue-de-l-ocde-sur-le-developpement-2002-1-page-181.htm>  
[consulté le 28/06/2019]

La lettre du CEPii : La demande alimentaire mondiale en 2050  
[http://www.cepii.fr/PDF\\_PUB/lettre/2017/let377.pdf](http://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2017/let377.pdf) [consulté le 17/06/2019]

LABONNE M. Sur le concept de filière en économie agro-alimentaire  
[http://horizon.documentation.ird.fr/exl-  
doc/pleins\\_textes/pleins\\_textes\\_4/colloques/24865.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_4/colloques/24865.pdf) [consulté le 18/05/2019]

LAFARGUE F., LOUCOU JN. Histoire de la Côte-d'Ivoire. Tome I : La formation des peuples. In: Revue française d'histoire d'outre-mer, tome 75, n°278, 1er trimestre 1988. pp. 117-118;  
[https://www.persee.fr/doc/outre\\_03009513\\_1988\\_num\\_75\\_278\\_2642\\_t1\\_0117\\_0000\\_3](https://www.persee.fr/doc/outre_03009513_1988_num_75_278_2642_t1_0117_0000_3)

LANCIANO E., SALEILLES S. Le développement des circuits courts alimentaires : un nouveau souffle entrepreneurial dans l'agriculture ? Congrès International Francophone sur l'Entrepreneuriat et la PME, Octobre 2010, Bordeaux, France.  
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00521480/document> [consulté le 014/06/2019]

LASCOUMES P., LE GALES P. Gouverner par les instruments. Presses de Sciences Po, « Académique », 2005, 370 pages. ISBN: 9782724609492. URL :  
<https://www.cairn.info/gouverner-par-les-instruments--9782724609492.htm>

Les organisations interprofessionnelles : un outil répandu de gestion des filières  
[http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf\\_analyse311106.pdf](http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_analyse311106.pdf) [consulté le 09/05/2019]

LOUCOU JN., WONDJI C. Histoire et développement. In: Cahiers d'études africaines, vol. 16, n°61-62, 1976. Histoire africaine : constatations, contestations. pp. 75-81. DOI : <https://doi-org.inshs.bib.cnrs.fr/10.3406/cea.1976.2892>  
[www.persee.fr/doc/cea\\_0008-0055\\_1976\\_num\\_16\\_61\\_2892](http://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1976_num_16_61_2892) BibTex RefWorks  
RIS (ProCite, Endnote, ...)

MARIPIER TREMBLAY. Identification collective d'opportunités entrepreneuriales : une étude exploratoire. Thèse Université du Québec . <http://depot-e.uqtr.ca/2100/1/030183080.pdf> [consulté le 30/05/2019]

MEJRI I. Internationalisation des PME technologiques issues des économies émergentes : une analyse basée sur les opportunités d'affaires. Gestion et management. Université Côte d'Azur, 2017. Français. (NNT: 2017AZUR0029

MIMBU KH. « La contribution de l'Afrique à la civilisation universelle du IV<sup>e</sup> millénaire avant J.-C. au III<sup>e</sup> millénaire après J.-C. », *Présence Africaine*, 2017/1 (N° 195-196), p. 161-172. DOI : 10.3917/presa.195.0161. URL : <https://www-cairn-info.inshs.bib.cnrs.fr/revue-presence-africaine-2017-1-page-161.htm> [consulté le 28/06/2019]

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Plan stratégique 2018-2022 pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricoles, agroalimentaires, forêts-bois et produits bio-sourcés

Ministère de l'Agriculture, Actes des États Généraux de l'Alimentation

MIRAH. Plan Stratégique de Relance de l'Aviculture Ivoirienne

MIRAH. Projet d'appui à la production porcine en Côte d'Ivoire.

MULLER P., LECA J., MAJONE G., THOENIG JC., DURAN P. Enjeux, controverses et tendances de l'analyse des politiques publiques. In: *Revue française de science politique*, 46<sup>e</sup> année, n°1, 1996. pp. 96-133. [www.persee.fr/doc/rfsp\\_0035-2950\\_1996\\_num\\_46\\_1\\_395040](http://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1996_num_46_1_395040) [consulté le 18/06/2019]

MULLER P., PALIER B., SUREL Y. L'analyse politique et l'action publique. Confrontation des approches, des concepts et des méthodes. Présentation.

Presses de Sciences P/Revue française des science politique, 2005/1 volume 55/  
pages 5 à 6 [https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2005-1-  
page-1.htm](https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2005-1-page-1.htm) [consulté le 03/05/2019]

NGIJOL J.« Israel M. Kirzner : les opportunités au cœur de la dynamique  
entrepreneuriale », Revue de l'Entrepreneuriat, 2015/4 (Vol. 14), p. 99-115. DOI :  
10.3917/entre.144.0099. URL : [https://www.cairn.info/revue-de-l-entrepreneuriat-  
2015-4-page-99.htm](https://www.cairn.info/revue-de-l-entrepreneuriat-2015-4-page-99.htm) [consulté le 29/06/2019]

OCDE (2016), Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire : Volume 1.  
Évaluation initiale, Les voies de développement, Éditions OCDE, Paris.  
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264248557-fr>

OCDE/FAO/FENU (2017). Adopter une approche territoriale dans les politiques de  
sécurité alimentaire et nutritionnelle, Éditions OCDE, Paris  
[https://read.oecd-ilibrary.org/urban-rural-and-regional-development/adopter-une-  
approche-territoriale-dans-les-politiques-de-securite-alimentaire-et-  
nutritionnelle\\_9789264272439-fr#page4](https://read.oecd-ilibrary.org/urban-rural-and-regional-development/adopter-une-approche-territoriale-dans-les-politiques-de-securite-alimentaire-et-nutritionnelle_9789264272439-fr#page4) [consulté le 01/06/2019]

OLAA.M.O. L'identification des opportunités d'investissement en incertitude : le  
jugement intuitif des Business Agnels dans le financement des firmes  
entrepreneuriales. Économies et finances. Université d'Angers, 2016. Français.  
NNT : 2016ANGE0032. tel-01481174

ONU. <https://population.un.org/wpp/Download/Standard/Population/> [consulté le  
21/06/2019]

PADIOLEAU Jean-Gustave : la lutte politique quotidienne : caractéristique et  
régulation de l'agenda politique ; L'État au concret

PALIER B., SUREL Y. Les « tois i » et l'analyse de l'Etat en action.

Source: Revue française de science politique, Vol. 55, No. 1 (FÉVRIER 2005), pp. 7-32 Published by: Sciences Po University Press

<https://www.jstor.org/stable/43120142> [consulté le 12/04/2019]

PESQUEUX Y. De l'entrepreneur et de l'entrepreneuriat. 2015. halshs-01235201  
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01235201/document> [consulté le 25/06/2019]

PICARD P., BOYER M. , DELERUE H. Dynamique des opportunités entrepreneuriales et processus d'internationalisation : le cas d'une entreprise ultrapériphérique. 13ème Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME (CIFEPME), Association Internationale de recherche en entrepreneuriat et PME (AIREPME), Oct 2016, Trois-Rivières, Canada.

POCCARD-CHAPUIS R.\*\* , CORNIAUX C.\*\* , DICKO M.\* Analyse fonctionnelle de la filière bovine malienne d'exportation vers la République de Côte d'Ivoire et d'approvisionnement vers la République de Côte d'Ivoire et d'approvisionnement de Bamako \* IER, Programme Bovins, Sikasso, Mali\*\* CIRAD / IER, Programme Bovins

RASTOIN JL., GHERSI G. Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques. Éditions Quæ, 2010

SALL A. « Les Afriques en 2029 », Politique étrangère, 2019/1 (Printemps), p. 145-158. DOI : 10.3917/pe.191.0145. URL : <https://www-cairn-info.inshs.bib.cnrs.fr/revue-politique-etrangere-2019-1-page-145.htm> [consulté le 28/06/2019]

TRA BI TRA C. Filière porcine en Côte d'Ivoire : production, proposition d'amélioration et perspectives de développement. Thèse présentée et soutenue publiquement le 13 Juin 2009 devant la Faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odonto-Stomatologie de Dakar

Pour obtenir le Grade de DOCTEUR EN MEDECINE VETERINAIRE (DIPLOME D'ETAT) <http://www.beep.ird.fr/collect/eismv/index/assoc/TD09-6.dir/TD09-6.pdf> [consulté le 10/05/2019]

TREPANT I. « La politique commerciale européenne et les pays en développement », Courrier hebdomadaire du CRISP, 2012/39 (n° 2164-2165), p. 5-65. DOI : 10.3917/cris.2164.0005. <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2012-39-page-5.htm> [consulté le 10/06/2019]

VENKATARMAN S., SARASVATHY SD. Strategy and Entrepreneurship: Outlines of an Untold Story (2001). Darden Business School Working Paper No. 01-06. Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=275186> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.275186> [consulté le 28/06/2019]

WEIGEL JY. La commercialisation du poisson en pays lagunaire ivoirien. Éditions de l'ORSTOM INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION. Collection ETUDES et THESES PARIS1989 <https://core.ac.uk/download/pdf/39865282.pdf> [consulté le 13/05/2019]

WONDJI C. La Côte d'Ivoire occidentale. Période de pénétration pacifique (1890-1908). In: Revue française d'histoire d'outre-mer, tome 50, n°180-181, troisième et quatrième trimestres 1963. pp. 346-381. BibTex RefWorks RIS (ProCite, Endnote, ...)  
[www.persee.fr/doc/outre\\_0300-9513\\_1963\\_num\\_50\\_180\\_1381](http://www.persee.fr/doc/outre_0300-9513_1963_num_50_180_1381) [consulté le 28/05/2019]

YAO BELI D., KALLO V. Dynamique de l'approvisionnement du marché à bétail du district d'Abidjan. Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement, n° 2, 2015

## ENTRETIENS

N° d'entretien	Acteurs	Structure	Date	Commentaire
1	Structure Institutionnelle française	AFD	07/05	Pas exploitable
2	Ministère	Cabinet	20/05	A permis d'avoir accès à quelques structures et services du MIRAH
3	Exploitant	Société d'abattage porc	23/05	Très peu d'informations
4	Ministère	Service génétique	27/05	
5	Ministère	Service réglementation	28/05	Mise à disposition de documents
6	Ministère	Service santé animale	28/05	
7	Structure Institutionnelle ivoirienne	Projet de développement de l'élevage	28/05	
8	Institutionnel français	Cirad	29/05	
9	Ministère	Service Suivi Évaluation des Projets	31/05	Apports de documents très utiles
10	Ministère	Service Statistiques	31/05	Documents partiels



11	Ministère	Service de sécurité sanitaire des aliments	31/05	Pas exploitable
12	Structure Institutionnelle ivoirienne	Institut National des Statistiques	03/06	Impossibles d'obtenir des données actualisées
13	Structure Institutionnelle ivoirienne	Projet des es ranche et Stations	05/06	
14	Structure Institutionnelle ivoirienne	Bureau national d'études techniques et de développement	06/06	
15	Structure Institutionnelle ivoirienne	Projet de santé animale	07/06	
16	Organisations professionnelles	Interprofession porcine	07/06	
17	Structure Institutionnelle ivoirienne	Fonds Interprofessionnelle pour la recherche et le conseil agricoles	11/06	
18	Organisations professionnelle	Filière bovine	12/06	
19	Ministère	Service des organisation professionnelles	12/06	
20	Organisations professionnelles	Filière des Petits ruminants	12/06	

21	Organisations professionnelles	Filière avicole	13/06	
22	Structure Institutionnelle française	France Agrimer	14/06	Entretien trop tardif
23	Organisation professionnelles	Filière avicole	14/06	
24	Structure Institutionnelle française	Business France	14/06	Pas exploitable
25	Structure Institutionnelle ivoirienne	Abattoir de bétail	18/06	Rendez-vous annulé séance tenante
26	Ministère	Service de Programmation et planification	18/06	
27	Structure Institutionnelle ivoirienne	Projet d'appui à l'aviculture	20/06	
28	Ministère	Service de formation et de transformation des productions animales	21/06	Pas exploitable
29	Ministère	Service des productions d'élevage	21/06	
30	Exploitant	Filière Aulacode	24/06	Attente de document
31	Exploitant français	Cooperl-Côte d'Ivoire	26/06	

32	Exploitant français	SATOL	26/06	
33	Structure Institutionnelle japonaise	IJCA	27/06	
34	Exploitant	Agro4Life	05/07	
35	Exploitant	Filière Apicole	08/07	
36	Exploitant	Filière bétail	11/07	
37	Primature	Conseiller		

Tableau n° 3 : Répertoire des entretiens

## Table des matières

**REMERCIEMENTS - 3 -**

**ABREVIATIONS- 5 -**

**INTRODUCTION - 7 -**

L'ORIGINE DE L'IDEE DE L'ACTION PUBLIQUE **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

LA NOTION DE FILIERE - 9 -

LE CONTEXTE - 10 -

LES ENJEUX - 12 -

LA PROBLEMATIQUE - 13 -

LA METHODOLOGIE - 13 -

LA CARTOGRAPHIE DES ACTEURS - 14 -

**I- DYNAMIQUES DES TROIS FILIERES DE PRODUCTION ANIMALE - 15 -**

I.1- INTRODUCTION - 15 -

I.2- LES STRUCTURES DES FILIERES - 16 -

*I.2.1- Filière bovine - 16 -*

*I.2.2- Filière porcine - 22 -*

*I.2.3- Filière Avicole- 25 -*

I.3- CONCLUSION - 30 -

**II- FILIERES ET SINGULARITES DES ACTEURS - 31 -**

II.1- ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CULTURE DE PROJETS - 31 -

*Cloisonnement des projets - 31 -*

*Atomisation des actions publiques - 33 -*

II.3- DEPENDANCE A L'AIDE EXTÉRIEURE - 33 -

II.4- COMPLAISANCE DANS LE STATUT QUO - 34 -

II.5- RECHERCHE D'UNE CERTAINE AMELIORATION - 35 -

II.6- CONCLUSION - 35 -

**III- FILIERES ET OPPORTUNITES - 35 -**

III.1- OPPORTUNITES - 35 -

*III.1.1- Définition et concept de l'opportunité - 36 -*

*III.1.2- Réseaux et opportunités - 40 -*

III.2- AIDE A LA DETECTION ET A L'EVALUATION DES OPPORTUNITES - 43 -

*III.2.1- Le réseau des Conseillers des Affaires Agricoles - 43 -*

*III.2.2- L'outil de diffusion des réseaux comme instrument - 45 -*

*III.2.2- Conclusion - 46 -*

**CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS - 47 -**

**BIBLIOGRAPHIE - 51 -**

**ENTRETIENS - 64 -**